

Chirac renforce l'arsenal antiouvrier et anti-immigré

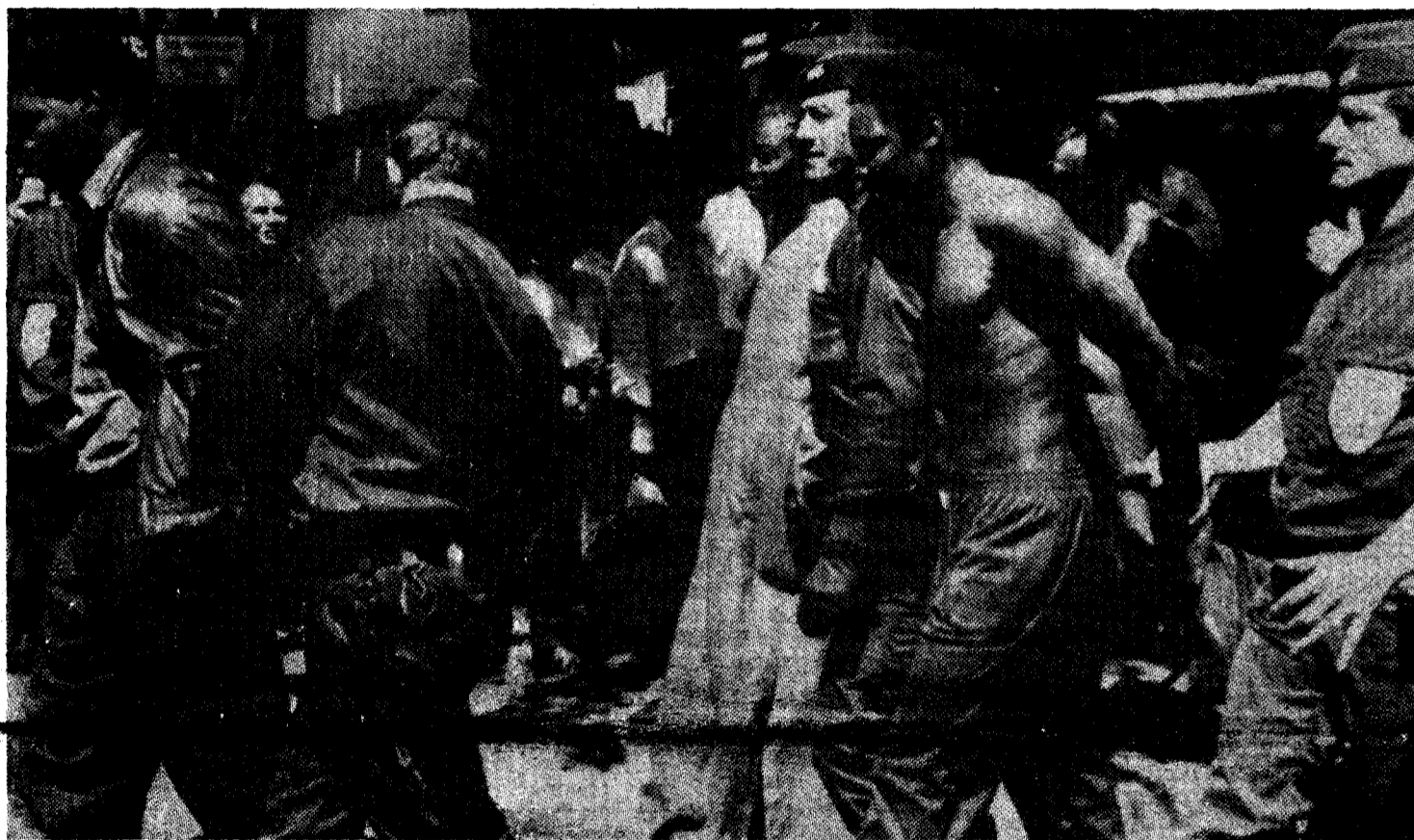
A bas les lois scélérates!

30 mai -- Des gardes à vue prolongées, le "flagrant délit" devenu procédure commune, des perquisitions incontrôlées, des contrôles d'identité obligatoires: voilà le deuxième volet de l'arsenal répressif que vient d'adopter ce gouvernement réactionnaire. Dans le prolongement de la chasse aux sorcières "antiterroriste", c'est la concrétisation de l'hystérie sécuritaire. Et les mesures racistes spécifiquement anti-immigrées compléteront cette machine de guerre policière.

Ces projets scélérats contre les travailleurs immigrés visent à faciliter leur expulsion massive et une terreur policière quotidienne. Désormais, la carte de séjour pourra être retirée si son titulaire a produit un faux document ou fait une fausse déclaration. C'est laisser le champ libre à la bureaucratie raciste qui "égare" et modifie les documents. Les étrangers qui quittent la France pour plus d'un an reviennent à la case départ comme "nouveaux" immigrés. Les jeunes immigrés doivent démontrer qu'ils résident régulièrement en France depuis 10 ans, sinon c'est l'expulsion à 18 ans.

La décision d'expulsion est enlevée des mains des tribunaux et remise aux simples préfets, sans justification écrite (dont avant le double devait être remis à l'intéressé). Et pour quels motifs? Si l'individu en question représente "une menace contre l'ordre public" (auparavant il s'agissait d'une menace "grave") ou si "l'intéressé se livre à partir du territoire à des agissements préjudiciables à la politique extérieure de la France". Quelle aubaine pour les Hassan II, les Bourguiba, les despotes africains clients de l'impérialisme français et les dictatures du Moyen-Orient favorables à Paris! Et c'est la police de l'air et des frontières qui refoulera les réfugiés avant même qu'ils puissent demander l'asile politique!

Ce régime de la cohabitation



Thierry Garo/Reuter

Marseille, 13 mai -- Raflé gestapiste dans le quartier Belzunce-Porte d'Aix, habité par des immigrés.

réactionnaire compte dépouiller de leur dernier recours devant la justice les victimes de l'arbitraire policier. Face à sa crise, le capitalisme français redouble ses efforts pour se débarrasser des "bouches inutiles", pendant qu'il prépare de nouveaux licenciements qui frapperont encore une fois les secteurs immigrés qui sont au coeur de l'industrie. Pour couvrir cette opération, le gouvernement traite la population immigrée tout entière non seulement comme des criminels mais comme des terroristes en puissance en prenant

pour prétexte sa campagne antilibyenne. Dans sa course à la guerre antisoviétique, la bourgeoisie a besoin d'un pays mis au pas; pour cela, il faut briser l'échine du mouvement ouvrier, et les travailleurs immigrés, les moins susceptibles de se rallier à l'union sacrée proimpérialiste, deviennent une cible privilégiée. Même si Chirac avance encore prudemment, le décor est planté.

Devant ces nouvelles mesures, Mitterrand se tient coi. Le PS également. Car entre 1981 et 1985 le front populaire de Mitterrand a donné

le feu vert aux contrôles policiers, aux rafles; il a construit de véritables camps de concentration, démantelé le regroupement familial pour les travailleurs immigrés et expulsé les réfugiés basques. Aujourd'hui dans l'"opposition", les sociaux-démocrates continuent leur sale boulot de chloroformer toute riposte ouvrière à l'oppression raciale, aidés par la direction social-chauvine du PCF. Et Pierre Joxe, ex-ministre de l'Intérieur, se plaint de ce que Pasqua et Pandraud n'ont fait que reprendre quelques-uns de ces "cartons".

La puissance du mouvement ouvrier organisé doit être mobilisée contre ces mesures scélérates comme partie intégrante d'une riposte de lutte de classe contre l'austérité capitaliste et la campagne impérialiste belliciste. Il s'agit de protéger l'unité et l'inté-

Suite page 8

La chiraquie s'emballe

La droite revancharde fourbit ses armes antiouvrières et anti-immigrées. Pasqua et Pandraud mettent en place un train de mesures qui ne sont rien moins que des mesures policières d'exception généralisées. Séguin, ministre des "Affaires sociales", "prévoit" une augmentation du chômage. On s'en serait douté après l'abrogation de la pourtant très symbolique autorisation préalable de licenciement. Dans le même temps, Madelin, ministre de l'Industrie, menace les "canards boiteux" de l'industrie: resserrez vos boulons, parce qu'il n'y aura d'aide de l'Etat que pour ceux qui réussissent. Tra-duction: licenciez.

Chirac s'agité et tonne, appelle les patrons à l'aider, mais la bourgeoisie reste frileuse. L'ère d'instabilité gouvernementale et constitutionnelle, inaugurée par la victoire serrée

de la droite le 16 mars, n'est pas faite pour la rassurer. La crispation des députés de la majorité n'est que le reflet parlementaire de cette situation. Si Chirac sort son "49.3", c'est bien plus pour consolider artificiellement sa majorité parlementaire que pour couper court aux manoeuvres impuissantes du PS.

L'opinion bourgeoise est à l'écoute de la cohabitation, et le moindre grincement entre l'Elysée et Matignon est analysé avec anxiété. Le dilemme, pour la bourgeoisie, reste entier: comment préserver "la continuité des institutions", c'est-à-dire éviter une crise sociale, et en même temps se débarrasser du locataire de l'Elysée si celui-ci décidait de faire des vagues. La cohabitation est fondée sur un consensus autour des questions essentielles pour l'Etat bourgeois: la défense nationale (surtout en

ces temps de guerre froide antisoviétique), l'austérité antiouvrière et la ségrégation anti-immigrée. Mais cette cohabitation a tendance à paralyser la classe politique, qui s'interroge sur les capacités de réaction rapide en cas de crise internationale ou en cas de manoeuvres à visées électorales de la part de Mitterrand, comme par exemple le refus de signer une ordonnance.

Cette instabilité ne peut que favoriser les troupes fascistes de Le Pen, qui se servent de la tribune parlementaire pour préparer une mobilisation dans la rue. Mais la grande inconnue reste la classe ouvrière, laquelle, bien qu'affaiblie par le "sale boulot" des cinq années du front populaire de 1981, n'a pas été écrasée. Les grèves défensives très combatives, celles qui appa-
Suite page 8

Tchernobyl:

**Retombées
anti-
soviétiques**

voir page 3

Université de Nanterre

Il faut chasser les amis de Le Pen et de Barbie!

Mardi 6 mai, un commando de 30 fascistes armés et masqués a fait une descente sur l'université de Nanterre aux cris de "Vengeance". En décembre 80, ces mêmes nervis du Groupe union défense (GUD), venus faire la chasse aux "gauchistes", avaient été jetés par des centaines d'étudiants déterminés à ne pas laisser cette racaille répandre ses appels à la haine raciale et à la terreur anticommuniste (cf. le *Bolchévik* n°22, décembre 1980). Faire des facs des pépinières pour de futurs cadres fascistes, voilà leur perspective depuis que siègent au Parlement les 34 députés du Front national (dont plusieurs ont justement gagné leurs galons dans les tabassages contre les étudiants après 68). Le 6 mai, ils se sont filmés, pour mieux exciter leurs recrues potentielles avec leurs exploits couards.

Le fruit pourri des années Mitterrand, c'est aussi la décomposition des "gauchistes" en milieu étudiant. Le raid du GUD ne fut suivi cette fois que d'une piteuse assemblée générale pendant laquelle l'UNEF-ID, dirigée par quelques militants du PS et d'ex-PCI en passe de rejoindre le PS, proposa un communiqué de protestation signé par tous les autres "syndicats étudiants", y compris par celui qui regroupe la "jeunesse dorée" raciste et anticommuniste, l'Union nationale interuniversitaire (UNI).

Face à ce scandale, seul le "syndicat" de sensibilité PC, l'AGEN-UNEF, a eu au moins la décence de retirer sa signature et de quitter la tribune. Mais il aurait fallu chasser de l'amphi les fascistes de l'UNI avant de pouvoir discuter d'une réelle mobilisation antifasciste. Le lendemain, ce qui reste de la LCR sur la fac a distribué une feuille signée "le Castor" qui dénonçait... l'élection de Miss et Mister Nanterre, esquivant ainsi la réalité du danger UNI.

En revanche, le Mouvement pour la jeunesse socialiste (MJS), dans un tract qui est certes un appel implicite à voter Mitterrand aux prochaines présidentielles, a quand même expliqué que l'UNI est "le bras armé de l'extrême droite à l'université". Or, le surlendemain, de prétendus "anars", du Collectif libertaire étudiant (CLE), qui à l'AG du 6 mai avaient fait bloc avec les apprentis bureaucrates pour une

pétition (afin d'étouffer une manifestation), se sont sentis obligés de terminer le travail en distribuant un tract anonyme, signé "les cocus du 6 mai". Ce tract attaquait le MJS pour avoir sorti un tract politique, faisait des amalgames sordides du type "Quand les fachos déboulent... les 'socialo' magouillent" et reprochait à l'UNEF-ID d'être des "crapules qui ne respectent pas leurs mandats", entendez qu'ils n'ont pas fait circuler la pétition. Toute cette démagogie ne cache d'ailleurs pas le silence nauséabond de ce tract sur la question de l'UNI. Ces "anars" ont repris la fameuse pétition pour demander au gouvernement (Pasqua?) la dissolution du GUD. Absurde et sans principe! Les "anarchistes" de sa majesté font appel à... l'Etat (les athées font un pèlerinage à Lourdes?)

Il y a quelque chose de véritablement sinistre dans les rangs de cette "organisation". Car non seulement ils défendent la "tactique" qui consiste à engager le débat avec les nervis fascistes, une "tactique" qui à plusieurs reprises a empêché la LTF et d'autres étudiants de chasser les gens de l'UNI. Mais en plus il s'avère maintenant que les frontières de cette "organisation" sont bien perméables à des individus plus que fascinés par l'extrême droite. Quel individu était l'inspirateur de l'affichette collée sur la fac par les membres de la CLE le 13 mai et où on lisait: "Une balle dans la tête: l'UNEF-ID, le MJS, l'UNI, la LTF; une balle dans le genou pour (à l'italienne): l'AGEN-UNEF, la Lame de fond", avec des dessins où on voyait notamment un vendeur du *Bolchévik* se faire tirer dessus à la mitraillette par un "anarchiste"? De toute façon, ce sont les méthodes de la provocation. Il faut en finir une fois pour toutes avec les prétentions politiquement à gauche de la part de ces "anarchistes" bigarrés, qui peuvent à peine distinguer entre le noir et le brun, unis qu'ils sont dans leur haine des rouges.

IL FAUT ECRASER LES FASCISTES!

En novembre dernier, lorsque l'UNI occupait le couloir de la fac des lettres pour obtenir un panneau d'affichage, nous avons mobilisé des dizaines d'étudiants. A cette

soutien. Elle fut donc décisive."

La Ligue trotskyste s'est associée à cette campagne de défense, avec sur l'université de Nanterre une campagne de signature de télégrammes auprès des professeurs. Nous avons également insisté dans notre presse et notre propagande sur le caractère d'urgence de cette campagne dans le climat de chasse aux sorcières qui se développe en ce moment: "Tout militant ouvrier, tout gréviste, tous ceux qui veulent combattre le racisme et l'oppression doivent comprendre qu'ils sont visés au travers de cette campagne d'amalgames 'antiterroristes'."

En restant inculpée, Martine Toulotte est restée gardée comme otage par ce gouvernement réactionnaire dont les plans sont de préparer prudemment, mais de façon déterminée, une attaque en règle contre le mouvement ouvrier organisé. Levée immédiate des inculpations contre Martine Toulotte!

Le 17 mars, sur les Champs-Élysées, les fascistes fêtent leur victoire aux élections législatives.



Fouet/AFP

époque, nous disions: "Défense des droits d'expression, donc pas de tribune pour les gangsters fascistes!" (cf. le *Bolchévik* n°58, novembre 1985). Le 12 mai, nous avons publié un tract appelant les étudiants à défendre les droits démocratiques et à choisir leur camp. En voici un extrait:

"Etudiant, si tu es immigré, juif ou protestant, catholique non-intégriste, si tu es communiste ou même si tu veux voter PS ou PCF, tu es en danger. Tu n'es peut-être pas 'bolchévik', mais nous savons comment d'autres fronts populaires se sont terminés, et les sociaux-démocrates ont une responsabilité énorme devant les Hitler, les Pétain ou les Pinochet. Si les fascistes tirent leur force

de la faiblesse et de l'hésitation de leurs adversaires, il faut choisir son camp dans la guerre de classes. Les étudiants ne peuvent vaincre le fascisme à eux seuls. Mai 68 avait vidé les fascistes des universités et apporté un peu plus de démocratie sous l'impact de la lutte sociale et de la grève générale. Seule la classe ouvrière organisée pour la lutte pour son propre pouvoir pourra en finir avec cette vermine fasciste!"

- Aucune confiance dans les flics de Mitterrand et/ou Chirac contre les fascistes!
- Aucune tribune pour les gangsters fascistes!
- Groupes de défense ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats, pour écraser les fascistes!

Gangstérisme stalinien

Paris, 1er juin -- Plusieurs milliers de manifestants s'étaient rassemblés aujourd'hui place de la Bastille à l'appel du PCF et du Mouvement de la jeunesse communiste (MJC). Officiellement, cette manifestation était organisée pour la libération de Nelson Mandela, le leader anti-apartheid de l'ANC emprisonné depuis plus de 24 ans dans les geôles du régime raciste de Pretoria.

Mais c'est probablement pour couvrir la ligne honteuse du PCF -- qui consistait en fait, dans cette manifestation, à appeler Mitterrand, chef de l'impérialisme français, à prendre "des sanctions contre l'apartheid", et à réclamer de "Mitterrand-Chirac [un] boycott à 100%" de l'Afrique du Sud -- que des membres particulièrement zélés du service d'ordre du PCF ont harcelé violemment les vendeurs du *Bolchévik* avant le départ de la manifestation (coups, pétards jetés dans les jambes, journaux arrachés). En dépit des efforts de ces petits partisans d'une "cohabitation contre l'apartheid", les militants de la LTF ont pu vendre une vingtaine d'exemplaires de leur journal qui titrait "Ecraser l'apartheid! Pour la révolution ouvrière!" Notre presse était particulièrement visée justement à cause de notre opposition à tout appel à l'impérialisme français pour des "sanctions" et pour la perspective révolutionnaire qu'elle défend: une mobilisation politiquement indépendante de la puissance de la classe ouvrière sud-africaine contre l'apartheid, sous la direction d'un parti révolutionnaire multiracial.

Mais ces gens, qui voyaient probablement d'un mauvais oeil tous ceux qui auraient pu critiquer un tant soit peu leurs appels à Chirac pour des "sanctions", n'en sont pas restés là. Comme le courage politique n'est pas une vertu du stalinisme au front de boeuf, les gros bras du service d'ordre attendirent que l'essentiel de la manifestation se soit éloigné pour se déchaîner contre le petit cortège du groupe PCOF-la Forge

qui tentait de manifester à la fin de la manifestation. Les nervis du service d'ordre déchirèrent la banderole et frappèrent violemment les militants du PCOF, dont l'un se retrouva le visage ensanglanté et une oreille décollée. Un gros bras particulièrement courageux s'en prit à une femme qui tentait simplement de s'interposer et la frappa délibérément au visage, lui brisant ses lunettes.

La LTF protesta fermement contre cette atteinte inadmissible à la démocratie ouvrière et dénonce les odieux actes de violence physique perpétrés contre le groupe la Forge. Nous soutenons le droit légitime de ce groupe à manifester à cet endroit et à ce moment-là. Les staliens doivent savoir qu'ils ne pourront pas éternellement fouler au pied la démocratie ouvrière.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.

REALISATION: Jocelyne Melies.

DIFFUSION: Jean Thimbault.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10

Téléphone: (1) 42-08-01-49

• Rouen: M. Benoît, B.P. 817,

76009 Rouen cédex

Téléphone: 35-71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n°59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Martine Toulotte libérée

Le 20 mai, Martine Toulotte était enfin libérée après trois mois d'une détention simplement scandaleuse. Cette militante de la LCR originaire de Grenoble, mère de famille, estimée dans son milieu professionnel, reste toutefois toujours sous le coup d'une inculpation de "recel de malfaiteur" pour avoir hébergé des membres présumés des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). Comme nous l'avons souligné: "Ces faits remontent à une époque où ces derniers n'étaient poursuivis pour aucune sorte d'infraction!" (le *Bolchévik* n°63, mai).

Cette libération est intervenue peu de temps après que la campagne de défense a été élargie finalement par la LCR au niveau national et même international. "Rien de nouveau ne s'est passé entre mon arrestation, mon unique instruction avec le juge le 24 mars, et ma libération" déclarait à Rouge Martine Toulotte. "La seule chose nouvelle fut la campagne de

L'accident de Tchernobyl

Retombées antisoviétiques

29 mai -- Qu'un accident industriel tragique en URSS ait été l'occasion d'une vague d'hystérie antisoviétique, voilà qui en dit long sur le bellicisme de guerre froide qui sévit dans tout l'Occident impérialiste. A défaut d'informations sérieuses sur l'accident survenu dans la nuit du 26 au 27 avril dernier à la centrale nucléaire de Tchernobyl, la presse des pays capitalistes a tout simplement inventé les mensonges les plus abracadabrants.

Mensonge n°1: "[...] selon l'agence américaine UPI, 80 employés de la centrale seraient morts, et 2000 personnes seraient décédées lors de leur transfert vers des hôpitaux" (*Libération*, 30 avril-1 mai). *Libération* citait cette "information" sans autre précision, alors que le "respectable" *Monde* se contentait de titrer que "plusieurs sources font état de centaines de morts" (2 mai). En fait l'agence UPI, après avoir prétendu que sa source était une conversation téléphonique avec un habitant de Kiev, a fini par admettre qu'il s'agissait d'un "rapport non confirmé" en provenance des "services de renseignements américains" (*San Francisco Examiner*, 5 mai). Et le *Figaro*, pour sa part, énumérait complaisamment toutes les rumeurs ("les rares témoignages") qu'il avait pu recueillir auprès de "sources" à l'évidence bien informées: un radio-amateur de Kiev ("sûrement des centaines de morts"), une enseignante écossaise demeurant à Kiev ("au moins trois cents morts"), des étudiants français évacués de Kiev ("cinq cents morts minimum") (*le Figaro*, 2 mai).

Mais il fallut rapidement admettre que le bilan donné par les Soviétiques le 1er mai -- 2 morts et 197 personnes hospitalisées dont 18 dans un état grave -- était "plausible". Et aujourd'hui personne ne conteste plus ouvertement le dernier bilan, en date du 26 mai: 19 morts au total.

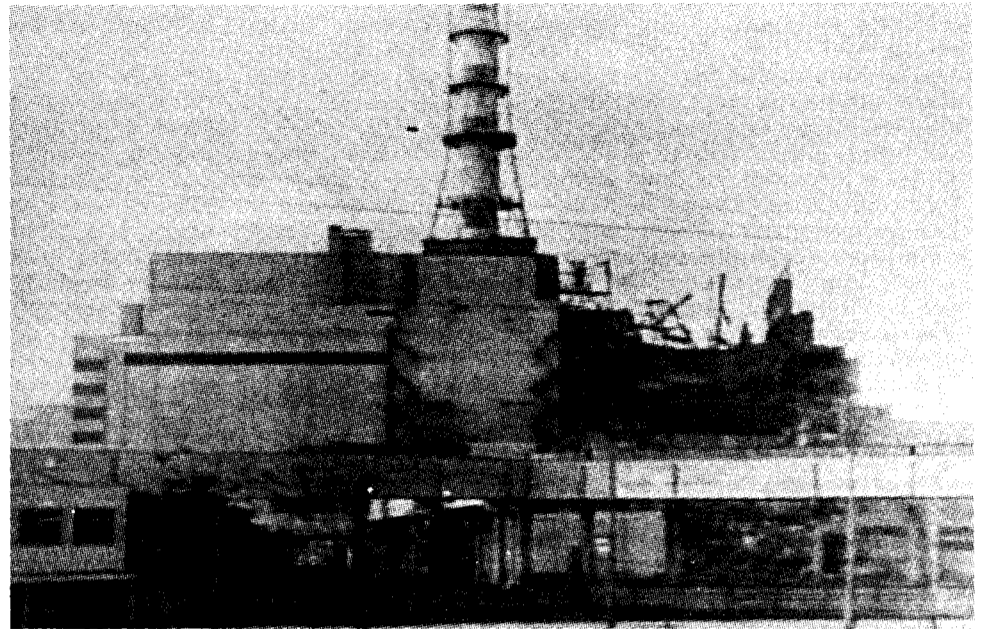
Les médias occidentaux étaient particulièrement affligés de voir qu'à Kiev la vie suivait son cours, malgré d'élémentaires mesures de précaution -- surveillance du niveau de radioactivité, évacuation temporaire des enfants en bas âge. Les cérémonies du Premier Mai, en particulier, se déroulèrent comme si de rien n'était et, le 6 mai, la "course

elles ont été l'oeuvre des nazis, avec l'aide des fascistes ukrainiens dont un certain nombre ont trouvé refuge aux USA après la Deuxième Guerre mondiale.

Mensonge n°3: "Les experts occidentaux craignent maintenant le 'syndrome chinois': la fonte du réacteur, qui s'enfonce dans la terre" (*le Quotidien de Paris*, 9 mai). Le "syndrome chinois": une réaction en chaîne incontrôlée dans le coeur du réacteur qui s'échauffe et s'enfonce dans le sol jusqu'aux nappes phréatiques. Mais d'après les Soviétiques, la réaction en chaîne avait été stoppée immédiatement après l'accident et, étant donné la structure des centrales de type RBMK, la chaleur résiduelle due à la radioactivité du combustible était insuffisante pour permettre un enfoncement important du coeur.

Mensonge n°4: Les Soviétiques paniquent et crient au secours: "URSS: Help", "Les Soviétiques crient au feu" (*Libération*, 30 avril-1er mai); "Les Soviétiques demandent l'aide des Occidentaux" (*le Monde*, 2 mai). En fait, les autorités soviétiques avaient demandé des informations sur la manière d'éteindre des feux de graphite comme celui qui s'était déclenché dans le réacteur de Tchernobyl. Et ils réussirent rapidement à éteindre celui-ci en l'étouffant avec du sable et des matériaux absorbants largués d'hélicoptères. Quant à la "panique", les 49000 personnes habitant à moins de 30 km de la centrale ont été évacuées en bon ordre le 27 avril (en moins de deux heures d'après les responsables soviétiques). Quel pays capitaliste pourrait organiser une telle opération dans d'aussi bonnes conditions? Il faut cependant noter que les Soviétiques ont bien reçu une aide occidentale: celle du médecin américain Robert Gale, spécialiste des greffes de la moëlle osseuse, qui s'est rendu à Moscou pour soigner les victimes d'irradiations.

Mensonge n°5: "En France, en revanche, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'EDF ont expliqué qu'un accident de ce genre était inévitable en raison de la structure des centrales en fonctionnement et de la maîtrise des incidents qui



La centrale nucléaire de Tchernobyl après l'accident

Der Spiegel

qui se sont déjà produits", il suffit d'examiner ce qu'on sait de l'"incident" de la centrale de Bugey, en 1984 (cf. plus bas).

L'ANTISOVETISME EST-IL SOLUBLE DANS LE "TOUT NUCLEAIRE"?

Aux Etats-Unis et dans la plupart des pays occidentaux, les doses d'hystérie médiatiques reçues par la population pendant plusieurs semaines ont été beaucoup plus élevées qu'en France. La bourgeoisie française et sa presse n'étaient pourtant pas moins désireuses de participer pleinement à la curée antisoviétique. Mais cela aurait signifié attiser une psychose antinucléaire dans le pays du "tout nucléaire": 44 centrales actuellement en service, qui développent 33,8 gigawatts électriques, forment le deuxième parc mondial après celui des Etats-Unis et avant celui de l'URSS (25,7 gigawatts) et représentent 40% de la capacité européenne (URSS exceptée); 65% de l'électricité d'origine nucléaire, la proportion de loin la plus élevée parmi toutes les grandes puissances (*le Monde*, 20 mai). Cette réalité objective incontournable a rapidement conduit les médias français à concentrer le tir sur le "totalitarisme soviétique" en matière d'information, les "black-outs" et "silences" de Moscou. Une attitude parfaitement résumée par un éditorialiste de *Libération* qui, le 9 mai, écrivait: "On ne fera jamais assez le procès de l'information dans le système soviétique."

Hélas, il apparut rapidement que la "France démocratique" était assez mal placée pour faire la leçon aux Soviétiques en matière de "droit à l'information" sur le nucléaire. L'Etat bourgeois français a toujours pratiqué en matière de nucléaire -- civil comme militaire -- une politique de secret, de dissimulation et de mensonge systématiques. Fort opportunément, le *Canard enchaîné* du 21 mai révélait que le 4 avril 1984 une défaillance des systèmes électriques de la tranche 5 de la centrale du Bugey avait failli empêcher le refroidissement du coeur du réacteur après un arrêt d'urgence. Le "Canard" publiait un rapport non rendu public de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, organisme dépendant du CEA, qui affirme que "l'incident est d'une gravité, en ce qui concerne les sources électriques de puissance de la tranche, encore jamais rencontrée jusqu'ici sur les réacteurs français à eau pressurisée", et qu'"une défaillance supplémentaire sur cette voie [...] aurait donc conduit à une perte complète des alimentations électriques de

puissance, situation hors dimensionnement". "Hors dimensionnement", c'est-à-dire que le réacteur devient incontrôlable. A comparer avec le communiqué de l'EDF à l'époque: "A la suite d'un incident d'origine électrique, l'arrêt du réacteur s'est effectué normalement, ainsi que le refroidissement, sans rejet radioactif dans l'atmosphère" (*Ibid.*) Et pour un "incident" ainsi dévoilé, combien se sont réellement produits?

Dans ces conditions, on comprend sans peine pourquoi seuls les renégats anticommunistes professionnels les plus impudents, les Kouchner, Montand et autres Glucksmann, se sont risqués à signer une pétition dénonçant "la capitulation [des écologistes] devant le secret et l'arbitraire du Kremlin" (*Libération*, 9 mai).

QUE S'EST-IL PASSE A TCHERNOBYL?

La description des événements fournie par les Soviétiques apparaît parfaitement plausible. L'accident s'est produit dans la nuit du 25 au 26 avril. Une explosion encore inexpliquée s'est produite dans le coeur du réacteur n°4. Cette explosion a ouvert une brèche dans le toit de la centrale, tuant deux ouvriers et projetant dans l'atmosphère un nuage de poussière et de gaz radioactifs. Les systèmes de sécurité ont réussi à stopper la réaction en chaîne, mais le coeur (un bloc de graphite truffé de cartouches d'uranium) s'est échauffé et a pris feu. Des pompiers ont alors tenté d'éteindre l'incendie, mais on ne put le maîtriser que plusieurs jours plus tard, et maintenant les Soviétiques ont entrepris de décontaminer la centrale et ses environs et d'enfermer ce qui reste du réacteur dans une enceinte étanche.

Les communiqués soviétiques se sont faits de plus en plus détaillés au fur et à mesure que les informations étaient vérifiées -- et jusqu'ici, contrairement aux nouvelles hystériques diffusées en Occident, ces informations se sont révélées exactes. Le *New York Times* du 1er mai, pour essayer d'établir des parallèles à propos de la "manie du secret soviétique", faisait remarquer que le processus soviétique de diffusion de l'information "rappelait l'attitude défensive en matière d'information dans l'incident de l'appareil sud-coréen [le KAL 007], où il avait fallu à Moscou six jours pour admettre qu'il avait abattu cet avion, pour ensuite augmenter progressivement les doses d'informations tout en développant sa version comme quoi l'avion effectuait une mission d'espionnage".

Suite page 10



Der Spiegel

Kiev, 6 mai -- Alors que la presse occidentale parle de "panique", la "course de la paix", avec six coureurs français, prenait le départ.

de la paix" cycliste, avec six coureurs français, prenait le départ de Kiev. Comme Joseph Goebbels, ces gens savent que si on répète suffisamment fort et suffisamment souvent un mensonge (de préférence grossier), il en reste toujours quelque chose.

Mensonge n°2: "Fosses communes pour 15000 victimes des radiations". Cette incroyable "information" provenait de la "communauté" ukrainienne aux Etats-Unis. Il y a bien des fosses communes en Ukraine -- elles contiennent principalement des Juifs, comme celle de Babi Yar -- mais

se sont déjà produits dans des unités françaises" (*le Quotidien de Paris*, 3-4 mai). La structure? L'argument est que les centrales françaises ont presque toutes des "enceintes de confinement" réputées capables d'empêcher des produits radioactifs de s'échapper en cas d'accident. Mais outre que ce "confinement" ne serait pas d'un grand secours en cas de réaction en chaîne incontrôlée, cinq centrales au moins (celles de la filière "graphite-gaz") ne possèdent pas de telles enceintes. Et pour ce qui est de la "maîtrise des incidents

Métro - Grève des nettoyeurs immigrés Riposte à un acte raciste

30 mai -- Le 5 mai dernier, le secrétaire du comité d'entreprise de la COMATEC (entreprise de nettoyage de la RATP), M. Amrouche, arrive dans le bureau d'un certain Vigouroux, cadre raciste de la COMATEC, pour défendre son camarade, M. Briki, qui vient d'être chargé ce jour-là de faire le travail de deux personnes. Tout de suite, Vigouroux cherche à intimider physiquement les deux travailleurs, bafouant les droits syndicaux ("Je te fous à la porte"), puis il insulte M. Amrouche: "Il s'est levé carrément tout énervé et il nous a insultés [...]. Vous, les Arabes, vous êtes vraiment une sale race [...]. Vous foutez la merde partout!"

En protestation, la quasi-totalité des 1500 travailleurs de nettoyage du métro parisien -- principalement des immigrés maghrébins et africains noirs -- se mettait immédiatement en grève et exigeait le renvoi ou le déplacement du cadre raciste. Les piquets de grève de 50 à 100 syndicalistes se déplaçaient nuit après nuit pour couvrir les points clés du métro à Paris. Pendant dix jours, les travailleurs ont tenu en échec toutes les tentatives de faire nettoyer par des jaunes, protégés par des CRS (dont l'utilisation a dû être autorisée par le PDG de la RATP, Claude Quin, membre du PCF), des stations de métro aussi stratégiques pour "l'image de marque" de la capitale de la France que République, Bastille ou Etoile, et ils ont défié les menaces du ministre des Transports.

La COMATEC est, depuis le 1er janvier, le seul sous-traitant de la RATP pour le nettoyage. La mission de ce nouveau patron est en fait de préparer les licenciements en vue de la mécanisation puis de la robotisation du nettoyage. "Il est arrivé pour ça", nous confiait un travailleur. La provocation raciste faisait donc suite à un harcèlement permanent contre lequel les travailleurs entendaient également riposter par cette grève. "Les ouvriers, ils en ont marre parce que chaque jour on les change de leur poste [...]. Les ouvriers qui sont actuellement en poste sont obligés de faire le travail de deux personnes. [...] tous les mois les fiches de paye sont pleines d'erreurs. Les transports ne sont pas payés [...]. La COMATEC a toujours ignoré les élus, que ce soient les élus du comité d'entreprise ou les délégués du personnel."

Dans le contexte des rafles policières anti-immigrées qui étaient perpétrées au même moment, à Marseille et à Toulouse, et des bombes posées dans un quartier maghrébin de Marseille, de telles injures d'un Vigouroux sont beaucoup plus qu'une

atteinte à la dignité des ouvriers; elles sont un écho sinistre de la terreur et du meurtre racistes! Cet homme est *dangereux* et les travailleurs ont montré une superbe conscience en contre-attaquant avec leur plus forte arme: leur force étant dans leur organisation, le syndicat a pu frapper avec la seule chose que comprenne le patron -- l'arrêt du travail. Les participants à cette grève combative doivent lutter pour que tous les travailleurs de la RATP soient organisés dans un *syndicat unique* confédéré, un syndicat qui utilisera les cotisations syndicales pour construire une *caisse de grève*, ôtant ainsi au patron la pression économique qui consiste à ne pas payer les jours de grève. La grève des nettoyeurs de métro a montré la possibilité de la formation de groupes de défense ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats, contre les attaques fascistes et les attentats racistes.

Le 14 mai, les nettoyeurs en grève manifestèrent massivement dans Paris aux cris de "COMATEC raciste", "Travailleurs français-immigrés, solidarité!" et "Non au racisme!" C'était une tentative d'élargir leur riposte à la question de l'oppression raciale en général dans ce pays et de réclamer l'aide du reste de la classe ouvrière. Dans cette manifestation, les militants de la Ligue trotskyste présents purent vendre près d'une cinquantaine d'exemplaires du *Bolchévik* en arabe, "Pour les pleins droits de citoyenneté", et une vingtaine de *Bolchévik* avec un article central (en arabe et en français) sur la défense de la Libye après le raid américain, sujet qui sensibilise beaucoup les travailleurs maghrébins.

Un représentant du MRAP au meeting du 14 mai à la Bourse du travail soutenait la grève et rappelait l'historique de son organisation. Il a été longuement applaudi quand il expliqua que son mouvement se consacrait à la lutte contre l'antisémitisme, et il l'a été encore quand il rappela son opposition à la guerre d'Algérie et la défense des Rosenberg aux USA. Mais fondamentalement, le point du MRAP était toutefois d'orienter les travailleurs vers la défense libérale de la loi de 1972 et la défense du statu quo dans le Code pénal (un statu quo *raciste*). Le haut niveau de conscience des travailleurs fut encore démontré lorsque la Ligue des droits de l'homme (LDH) rappela que son mouvement fut fondé lors de la défense du "juif, officier de l'armée française, Dreyfus". Des applaudissements profonds et nourris accueillirent cette remarque.

Le représentant de la LDH insista cependant sur le fait que cet acte raciste et l'envoi des CRS venaient après un changement de gouvernement, "oubliant" manifestement qu'il n'y a pas si longtemps c'était un gouvernement d'union de la gauche (PS et PCF) qui licenciait par milliers des travailleurs immigrés de l'automobile et que Mauroy utilisait des propos racistes pour faire rentrer dans le rang les travailleurs de Talbot. Chacun se souvient encore des "ayatollahs de Talbot"! En un sens, il y avait une certaine indécence à ce que tous ces sociaux-démocrates qui ont soutenu la politique raciste du gouvernement de gauche viennent maintenant se faire applaudir par les travailleurs immigrés.

direction de la CFDT a fait pourtant avaler aux grévistes le 16 mai. A commencer par le cadre raciste qui se trouve maintenu à son poste. L'ironie amère de l'histoire veut qu'il ne reçoive désormais les travailleurs qu'accompagné du directeur du personnel, un certain Gounon, celui-là même qui déclencha la fureur des grévistes quand ils reçurent de lui une lettre leur enjoignant de briser la grève. Comme le commentait amèrement un travailleur répondant à une question d'un reporter du *Bolchévik*: "Il [Vigouroux] reçoit toujours les ouvriers [...]. Ce n'est pas ça que les ouvriers veulent. Ils voulaient qu'il s'en aille totalement."

Pourtant, la direction du syndicat a osé proclamer cyniquement, à l'assemblée générale du 16 mai, que "le protocole d'accord [...] donne satisfaction aux nettoyeurs sur quasiment l'ensemble des points". La vérité se trouve être simplement à l'opposé de cette déclaration. Le travail a repris avec une véritable *épée de Damoclès* suspendue au-dessus de la tête des travailleurs. Trois

aurait été interdit de venir travailler. Au fond, ce que les CRS n'ont pu obtenir par la contrainte -- la levée des piquets et l'arrêt de la grève -- l'Inspection du travail y est parvenue avec la complicité des dirigeants syndicaux réformistes. Si aujourd'hui la COMATEC peut afficher une telle arrogance, c'est que les nettoyeurs du métro ont été laissés tragiquement seuls par le mouvement syndical. Il faut organiser une défense militante des quatre camarades toujours menacés et, à travers eux, défendre la mise en place des piquets de grève, des piquets qui veulent dire: *on ne passe pas!* Les jaunes de tout acabit doivent savoir qu'ils risquent leur santé en voulant briser une grève!

APPRENTIS BUREAUCRATES

La LCR de Krivine, accoutumée désormais à jouer les petits laquais de la bureaucratie CFDT, s'est empressée d'entonner la chanson officielle: "Victoire! Ils ont gagné. Une semaine et demie a suffi [...] Victoire donc, sur toute la ligne" (*Rouge* n° 1210, 22-28 mai). Mais pour la LCR, il ne s'est pas seulement agi de maquiller une trahison en victoire. Le même *Rouge* ment délibérément en présentant à ses lecteurs comme résultat de la grève l'acceptation par la COMATEC "que le cadre ne soit plus en contact avec les travailleurs". Ceci est tout simplement *faux*.

La LCR devient de plus en plus cyniquement le porte-parole de la bureaucratie CFDT. Pendant la grève



14 mai, meeting des nettoyeurs du métro à la Bourse du travail à Paris.

délégués du personnel restaient menacés de poursuites par la direction de la COMATEC pour "voies de fait" et "menaces de mort" envers des non-grévistes. Un quatrième travailleur licencié se voyait réintégré avec toutefois maintenue "la demande de sanction et [la COMATEC] la représentera sous les formes légales devant le comité d'entreprise". La direction syndicale n'a pas fait seulement reprendre le travail sur la base de vagues promesses de la COMATEC d'"ouvrir des négociations sur les 'sautes de puce', sur la formation et sur la qualification", mais elle a délibérément laissé quatre camarades en otages à la direction de la COMATEC.

La direction syndicale pensait pouvoir éviter la vendetta de la COMATEC en s'abritant derrière l'Inspection du travail. Ce rouage de l'appareil d'Etat bourgeois n'est ni "neutre" ni bienveillant envers les ouvriers dans leurs conflits avec les patrons. Ses "arbitrages" ne visent qu'à désamorcer la combativité ouvrière en proposant des garanties factices en échange de la levée des piquets de grève. Aux dires mêmes des porte-parole syndicaux, c'est la COMATEC elle-même qui "a proposé que cet accord soit sous la responsabilité et un engagement solennel devant la direction départementale du travail, mais a proposé qu'il ne soit pas rédigé par écrit".

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Dix jours à peine après la reprise du travail, trois lettres de licenciement viennent de tomber contre les travailleurs qui restaient menacés de sanction. Quant au quatrième, M. Gayéwa, les effets de l'ancienne procédure de licenciement ont été remis en vigueur, et il lui

de Talbot en janvier 1984 quand les grévistes héroïques se retrouvèrent isolés dans l'usine assiégée par la CSL, la réaction de la CFDT-Talbot fut d'appeler à la rescousse non les travailleurs des autres usines automobiles, mais... les flics. Les CRS firent évacuer Talbot et la grève fut brisée. La LCR à l'époque couvrit tant qu'elle put cette trahison. Elle accepta l'abandon du mot d'ordre "Non aux licenciements!" et excusa l'appel aux flics de Mitterrand par "l'affolement".

Mais c'est au "bulletin de boîte" *Lutte Ouvrière-RATP-Championnet*, complaisamment reproduit dans *Lutte Ouvrière* n°938 (24 mai), que revient le pompon de la désinformation sur les résultats de la grève des nettoyeurs. Sous le titre "Ils ont gagné", on peut lire que "la COMATEC a été obligée de céder" et que "le chef raciste est muté". Mais -- comme si ce conte à dormir debout ne suffisait pas -- le bulletin rajoute que ce sont "8 jours [de grève qui] leur seront payés". LO s'enorgueillit de ses bulletins de boîte et de son "implantation dans la classe". Toutefois, on voit bien dans l'inexactitude de ces informations l'*abstentionnisme* de LO. Si les militants de LO dans la RATP s'étaient véritablement préoccupés d'organiser la solidarité à la Régie avec les nettoyeurs en grève, ils se seraient probablement rendu compte à quel point les travailleurs avaient repris en étant loin de la "victoire".

- Non aux licenciements!
- Action ouvrière pour écraser les fascistes! Groupes de défense ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats, contre la terreur raciste!
- Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés!

Maintenant disponible en langue arabe:

A bas la terreur raciste! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

Commande: Le Bolchévik
B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10



2 F

SABOTAGE PAR LA DIRECTION SYNDICALE

Cette grève exemplaire en fait a été honteusement sabotée par la direction syndicale. Aucune des questions sur lesquelles les travailleurs étaient partis en grève n'était réglée par le protocole d'accord que la

Débats à la fête de LO

Comme chaque année, la fête de Lutte ouvrière à Presles a été l'occasion de vives discussions entre organisations d'extrême gauche. Quelques semaines après le raid américain contre la Libye, les débats dans les forums et autour du stand de la tendance spartaciste internationale (TSI) ont souvent porté sur la nécessité pour les révolutionnaires de défendre militairement la Libye, sur la campagne de guerre froide menée par les impérialistes contre l'URSS, ainsi que sur l'hystérie "antiterroriste" qui sert de couverture à ces menées bellicistes.

Cette année encore, pendant tout le week-end, nombre de débats ont été polarisés par la Ligue trotskyste et les camarades des autres sections de la TSI présentes. Des centaines de journaux ont été vendus au stand spartaciste, dont 300 exemplaires du *Bolchévik* n°63 et 150 du *Spartacist* sur l'implosion de l'healyisme. Et alors que la LCR, à qui LO refuse depuis quelques temps de tendre une main secourable (fini le "travail en commun", débrouillez-vous avec vos "alternatifs" et que le meilleur gagne), faisait bien triste mine, LO affichait ostensiblement sa nouvelle position de force dans l'"extrême gauche" et tenait un débat non-stop au cours d'une multitude de forums dans un des grands chapiteaux. Des centaines de jeunes sympathisants de LO ont pu ainsi comparer la valeur du programme trotskyste de la LTF. Pour beaucoup de nos camarades, c'était leur première fête de LO et il était particulièrement frappant de voir la vigueur et la clarté des polémiques menées par nos jeunes militants, ce qui témoignait de l'engagement de la LTF à construire un parti de cadres. Par contre, LO donne de façon très paternaliste aux jeunes militants la consigne de "laisser le travail politique aux cadres expérimentés". LO se garde bien d'intégrer la plupart de ses "sympathisants", malgré leur accord programmatique, et ce souvent pour des années, jusqu'à ce qu'ils aient appris à ne jamais critiquer ni la ligne ni les "cadres expérimentés" de LO.

IMPERIALISTES, BAS LES PATTES DEVANT LA LIBYE!

Nous avons organisé un forum sur la Libye. Une camarade française qui avait fait partie de la délégation spartaciste envoyée en Libye en mars dernier (cf. "La Libye sous le feu de Reagan", le *Bolchévik* n°63, mai) a fait un rapport en soulignant qu'il s'agissait là bien plus d'un simple reportage, mais d'un acte de solidarité internationale avec la Libye attaquée. Nos camarades, arrivés à Tripoli au lendemain du raid de la VIe flotte US contre le golfe de Syrte, exprimaient symboliquement ce que nous entendons par soutien militaire à un pays colonial ou semi-colonial attaqué par l'impérialisme.

Bien entendu, si les nationalistes arabes présents accordaient un soutien politique (plus ou moins complet) à Kadhafi, toutes les tendances ultra-gauches refusaient obstinément, dans leur sectarisme stérile et désespéré, de choisir leur camp, allant même jusqu'à souhaiter la mort du dirigeant libyen. Du côté de LO, l'embarras était manifeste devant l'internationalisme principal et concret de la TSI. Certains militants tentaient de se tirer d'affaire par un "ponce-pilatisme" cynique ("Vous savez qu'effectivement LO n'a pas envoyé de porte-avions pour défendre la Libye", s'exclamera un représentant de LO au cours d'un meeting). D'autres ont dû falsifier notre ligne, nous accusant d'avoir soutenu politiquement le régime de Kadhafi, une "accusation" qui a plutôt laissé perplexes les auditeurs.

Car LO avait une fois de plus plié sous la pression de la propagande bourgeoise -- en l'occurrence l'hystérie "antiterroriste". Nous avions accroché devant notre stand un panneau qui rappelait, photos à l'appui, que le 23 avril les banderoles de LO (en particulier "Le terrorisme des grandes puissances n'est pas moins criminel [sic] parce qu'il est fait en grand" et banderoles sur lesquelles le mot "Libye" n'apparaissait pas) avaient transformé une manifestation contre

l'agression US en une démonstration "antiterroriste" (cf. "LO et la Libye: une odeur de panique", le *Bolchévik* n°63, mai).

Pourtant, pendant la fête, LO s'était retrouvée finalement obligée de reconnaître que la campagne antilibyenne s'inscrit dans les préparatifs de guerre antisoviétique de l'impérialisme, lequel cherche à mobiliser l'opinion pour une troisième guerre mondiale. Et là, LO se retrouvait sur un terrain dangereusement glissant. Oui ou non, faut-il aujourd'hui défendre l'URSS? L'argument habituel de ces pseudo-trotskystes est de prétendre qu'ils défendent l'Union soviétique... quand celle-ci sera attaquée (petit problème arithmétique



Le stand de la TSI: discussions politiques non-stop, 627 journaux spartacistes vendus

traditionnellement posé par les spartacistes: sachant qu'un Pershing met 8 minutes pour atteindre Moscou, combien d'ouvriers LO pourra-t-elle mobiliser à temps?) Mais cet argument ne vaut plus rien dès qu'on admet que les préparatifs de guerre sont en cours. D'où cet "approfondissement" de la politique trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'URSS auquel LO s'est livrée au cours de son forum sur l'Union soviétique, le dimanche: "Le problème, dans une troisième guerre mondiale, ce [ne] sera pas d'être défaitiste, euh, ce sera d'être défaitiste, c'est-à-dire de souhaiter la défaite de notre impérialisme, oui, de travailler à la défaite de l'impérialisme et en même temps de travailler, parce que ça ira de pair, à la défaite de la bureaucratie stalinienne. Ce sera, oui, de s'opposer à la guerre de notre impérialisme contre la bureaucratie comme il faut s'opposer à la guerre de notre impérialisme pour opprimer les peuples." La belle façon d'esquiver la défense des acquis d'Octobre, qui veut dire la défense militaire de l'URSS!

Pas étonnant que LO soit contre une propagande active dans la classe ouvrière pour la défense de la Libye et de l'URSS contre l'agression impérialiste, activité qui s'est concrétisée pour nous, par exemple, par une motion de soutien à la Libye votée à l'unanimité dans une section du syndicat des dockers sur la côte ouest des Etats-Unis à l'initiative d'un partisan de la Spartacist League, la section américaine de la TSI.

LA CRISE DU PCF

Cinq ans de front populaire, dont trois avec ministres "communistes", ont précipité le PCF dans une crise épouvantable. Il faut être aveugle et sourd, comme Pouvoir ouvrier, la succursale française du groupe centriste britannique Workers Power, pour continuer comme si de rien n'était à exiger des directions du PC et du PS qu'elles représentent vraiment les intérêts des travailleurs (!)

La LCR, et ce n'est guère surprenant, s'intéresse à la fraction la plus droitière du PCF, celle qui reproche à la direction Marchais de ne pas avoir rompu tous les ponts avec Moscou. Pour la LCR, "le PC a payé sur le plan électoral, à la fois tous ses zigzags au niveau politique français, mais aussi son soutien à la politique de l'URSS au niveau de la Pologne et de l'Afghanistan". Comme l'a fait remarquer dans un forum de la LCR un ancien militant du PC, c'est tout le contraire qui s'est produit. Et nous avons ajouté qu'effectivement, depuis la fin des années 70, le PCF s'est détaché toujours davantage de la bureaucratie soviétique pour donner des gages

du mal nommé "Secrétariat unifié", Kaldy pour Lutte ouvrière et un représentant de l'"internationale" du caméléon politique Moreno avec qui LO entretient des relations fraternelles. L'exercice consistait pour Kaldy à réaffirmer la "rupture" avec la LCR et à justifier ces relations avec Moreno en argumentant que, puisque Lutte ouvrière n'entend pas construire une organisation internationale, il faut bien "observer" ceux qui prétendent en être une. Observation qui consiste à envoyer des militants dans les sections morénistes pour "apprendre" à leur contact (le caudillisme, le gangstérisme politique, l'escroquerie financière, qui sont les traits caractéristiques du morénisme que connaît bien la direction de LO!) C'est l'internationalisme des jeunes filles au pair.

POUR LA RENAISSANCE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE!

La religion de LO peut être résumée par cette déclaration de Kaldy: "L'expérience prouve depuis 40 ans que même les groupes qui font partie des regroupements internationaux préfèrent en sortir, et pour commencer nous." Il faut rappeler que la sortie des ancêtres de LO s'est faite en 1939, du vivant de Léon Trotsky, et que le "regroupement" en question était ni plus ni moins la Quatrième Internationale! Cette déclaration exprime au fond une constante de l'histoire de LO: pour justifier a posteriori son départ de l'internationale, elle prétend que la Quatrième Internationale a cessé d'exister quelques mois après.

Le fait est que LO peut parfois faire des critiques platoniquement orthodoxes des trahisons des divers regroupements internationaux, mais jamais elle ne s'est battue pour redresser ce qu'elle considérait comme la dégénérescence de la Quatrième Internationale, ni n'a même essayé de rejoindre ceux qui ont essayé de maintenir la lutte pour le trotskysme après la destruction de l'internationale par le révisionnisme pabliste en 1951-53.

Pire, dans cette discussion où chacun s'est jeté des cadavres bien réels à la tête, Kaldy s'est permis de quand même blanchir les liquidateurs pablistes en affirmant que "c'est le Secrétariat unifié qui a hérité de l'organisation laissée par Trotsky". Ce qui a permis à Bensaïd de rentrer dans des comptes d'épicière, dans le constat de "l'état des lieux" de l'héritage, pour conclure que, malgré les "erreurs" (lire: la capitulation devant toutes les forces piteuses-bourgeoises venues, la soumission au front populaire), le legs a "fructifié". La guerre froide a été passée sous la table par ces gens qui ont fait tant pour dénaturer en France le programme du trotskysme.

Bien sûr, la table ronde n'était pas suivie d'un débat. Nous n'avons pas pu exprimer notre indignation devant cette mascarade, et, si nous ne prétendons pas être la Quatrième Internationale, notre tendance s'est dès le début donné comme tâche la lutte implacable contre les liquidateurs et les révisionnistes du trotskysme pour reforger l'internationale de Trotsky. Cette lutte est incompatible avec la coexistence pacifique internationale prônée par LO et qui n'est que la rationalisation de son étroitesse nationale. Cette lutte passera par des scissions et des regroupements programmatiques.

Lutte ouvrière a attiré dans les derniers mois un nombre non négligeable de jeunes qui cherchent la voie de la révolution. Durant ce week-end de la Pentecôte, les militants de la LTF et de la TSI ont pris contact avec un bon nombre d'entre eux, et nous sommes confiants qu'ils rejeteront l'économisme abstentionniste et national de la direction de LO.

de sa docilité à la bourgeoisie française et au PS. Ca lui a permis d'obtenir des strapontins dans le gouvernement de guerre froide de Mitterrand, et aujourd'hui il est malade à en crever de toutes les couleuvres anti-soviétiques ingurgitées depuis cinq ans. D'un côté, il ne peut pas devenir un parti social-démocrate de seconde zone à l'ombre du PS; de l'autre, il ne peut plus se retrancher dans le "ghetto" prosoviétique.

Beaucoup de militants du PCF se demandent aujourd'hui ce qu'ils font dans ce parti désarmé, sans perspectives politiques crédibles. Et que leur dit LO? Restez-y, et rendez-vous à la prochaine lutte. Comme le disait un représentant de LO dans un forum tenu par la LCR: "On pourra gagner les militants du parti communiste sur le terrain de la lutte de classe ouvrière quotidienne en menant une politique communiste intransigeante et je [ne] vais pas parler de l'URSS, sur le problème de la lutte de classe quotidienne. Chacun pensera les uns plus, euh, pro-URSS, l'autre [moins], mais sur le terrain de la lutte de classe, les gagner à une lutte de classe révolutionnaire et les choses, le reste pourra se construire après."

Un tel credo économiste ne peut que laisser pantois, 80 ans après que Lénine a écrit *Que faire?* Au fond, le programme maximum de LO consiste à attendre qu'émerge à l'intérieur du PCF une fraction composée de bureaucrates syndicaux "combatifs". Nous, trotskystes, disons que le PCF n'est pas un endroit pour un communiste. Il faut scissionner la base ouvrière de la direction de ce parti réformiste sur la base d'un programme politique, le programme trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'URSS et de lutte intransigeante contre les fronts populaires, pour l'indépendance de classe. Mais il faut pour cela combattre politiquement les directions du PCF et de la CGT, et c'est là, pour LO, que le bât blesse.

Une table ronde sur le thème "La construction de la Quatrième Internationale" réunissait Bensaïd

La terreur de l'apartheid frappe L'Afrique du Sud contre l'Afrique

Le 19 mai, l'Afrique du Sud blanche et raciste s'est déchaînée en lançant un raid meurtrier contre les capitales de trois Etats africains. Dans le même temps, sa police mettait à feu et à sang les bidonvilles noirs en Afrique du Sud même. Le nombre des victimes dans le bidonville de Crossroads (dans la banlieue du Cap) s'élèverait à 47 morts et a laissé entre 20 000 et 30 000 sans-abri. Depuis le président zambien Kenneth Kaunda et l'URSS jusqu'au porte-parole de l'Etat policier sud-africain, tout le monde est d'accord pour dire que les attaques de Pretoria contre les Etats noirs de la "ligne de front" se sont inspirées du raid américain contre la Libye au mois d'avril. A l'instar de Reagan, le régime de l'apartheid de P.W. Botha dénonce le "terrorisme" pour couvrir son propre terrorisme criminel.

La cible déclarée de Botha était l'African National Congress (ANC) qui est depuis des décennies la principale organisation de la résistance noire à l'esclavage de l'apartheid. Les avions de guerre sud-africains ont bombardé un camp de réfugiés où l'ANC a son QG en exil, près de Lusaka en Zambie. Dans la capitale du Zimbabwe, Harare, des commandos hélicoptérés sud-africains ont mitraillé un bureau de l'ANC et, de l'autre côté de la ville, ils ont réduit en ruines une maison appartenant à l'organisation nationaliste noire. Près de Gaborone, au Botswana, d'autres commandos de Pretoria ont jailli de leurs hélicoptères en tirant au fusil mitrailleur. Au moins un fonctionnaire noir a été tué.

Dans le même temps, les bouchers de l'apartheid continuent l'escalade dans leur guerre contre les townships noirs en révolte. Le week-end des 18 et 19 mai, une horde de nervis organisés par le gouvernement a incendié les bidonvilles de Crossroads où depuis des années les militants noirs se battent contre la police qui tente de les déloger. Les nervis noirs du régime ont détruit plus de 800 cabanes et ont tué et blessé des dizaines de personnes. Pendant ce temps à Johannesburg, où des centaines d'étudiants blancs et noirs boycottaient les cours en protestation contre les raids sud-africains, la police a arrêté au moins 13 personnes.

De Soweto à Crossroads, les raids meurtriers des flics de l'apartheid



Mendel-AFP

Les maîtres suprémacistes blancs ont remplacé les lois sur le pass par "l'éviction des squatters" dans le sang, comme à Crossroads.

De Washington à Pretoria, l'agression impérialiste contre les pays faibles et pauvres s'appelle maintenant "la lutte contre le terrorisme international". Se félicitant des raids contre les Etats noirs voisins, le général A.J. Liebenberg, chef de l'armée sud-africaine, déclarait: "L'action [...] doit être interprétée comme un signe de la ferme résolution de la République d'Afrique du Sud à utiliser tous les moyens à sa disposition contre les terroristes, où qu'ils soient." Ca vous rappelle quelque chose? A ceci près que quand Reagan-Rambo n'était encore qu'un acteur dans des films de série B, les suprémacistes blancs de Pretoria justifiaient déjà leur Etat policier totalitaire en traitant de terroristes tous les partisans de la liberté pour les Noirs. Peut-être sentent-ils que Reagan leur a ravi la vedette avec

sa tentative d'assassiner le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en bombardant sa caserne présidentielle à Tripoli.

Dans les dernières semaines, les capitales occidentales amies, comme Washington ou Londres, ont mis en avant la ligne que Pretoria était sur le point d'entamer des négociations avec l'ANC. En mars dernier, sept dirigeants du Commonwealth britannique dits le groupe des "sages" ont fait le voyage en Afrique du Sud. Ils ont rendu visite à Nelson Mandela, le dirigeant de l'ANC, dans sa prison de Pollsmoor. Ils ont ensuite rencontré le boucher en chef de l'apartheid, P.W. Botha, et l'ont assuré que Mandela était "un homme de paix". Le 18 mai, ces éminentes personnes du Commonwealth se trouvaient à Lusaka en Zambie pour discuter avec la direction de l'ANC. Ils arrivèrent en Afrique du Sud juste à temps pour le bombardement de la capitale zambienne. C'était la réponse de Botha aux

pressions occidentales et autres désinvestissements. Un fracassant "allez vous faire foutre" à l'"opinion mondiale". Les bombes qui sont tombées sur le camp de réfugiés près de Lusaka auraient dû faire exploser les illusions des libéraux du désinvestissement suivant lesquelles les suprémacistes blancs sud-africains pourraient réformer l'apartheid sous la pression de leurs alliés impérialistes "démocratiques".

Ces raids de terreur devraient aussi aider à détruire une autre illusion partagée par nombre de militants occidentaux et de nationalistes du tiers monde: celle qui voudrait que les actions de guérilla de l'ANC soutenues par les Etats africains de la ligne de front puissent causer un dommage militaire sérieux à l'Etat de l'apartheid. Ces régimes néo-coloniaux désespérément arriérés et appauvris ne peuvent pas affronter le puissant Etat de Pretoria. Ce n'est pas un hasard si, comme le souligne le département d'Etat de Reagan, "les gouvernements du Botswana, de la Zambie et du Zimbabwe ont fait de sérieux efforts pour limiter la violence frontalière dirigée contre l'Afrique du Sud". Ceci, bien entendu, n'a pas empêché la violence frontalière sud-africaine dirigée contre eux!

Le président zambien Kaunda a déclaré que l'attaque contre les trois Etats africains noirs "sera vengée, d'une façon ou d'une autre, quelque part, un jour." C'est vrai. Le vengeur viendra du coeur même de l'Afrique du Sud: les six millions de prolétaires sur lesquels repose le capitalisme de l'apartheid. La puissance et la combativité du prolétariat noir ont été montrées avec force le Premier Mai dernier par la plus grande grève générale de l'histoire de l'Afrique du Sud. Une fois qu'ils auront rompu avec le nationalisme petit-bourgeois et qu'il se seront mis sous la direction d'un parti communiste d'avant-garde, incluant aussi les révolutionnaires blancs, les travailleurs noirs, métis et indiens d'Afrique du Sud pourront balayer l'Etat de terreur de l'apartheid et libérer toute l'Afrique noire du joug néo-colonial et de l'exploitation impérialiste.

-- Adapté de Workers Vanguard n°404

Pretoria abroge les lois sur le "pass"

C'est au moyen d'une terreur raciste brutale que l'Etat policier sud-africain maintient le baasskap ["la loi du maître"]. Il envahit les townships avec ses tanks et ses transports de troupes blindés; chaque mois, il tue des centaines de manifestants noirs désarmés et torture des gosses noirs à l'électricité et au fouet d'acier. Et pendant ce temps, les suprémacistes blancs de Pretoria proclament de par le monde qu'ils sont en train de faire disparaître l'apartheid à l'aide de "réformes". C'est "une ère nouvelle de liberté" et l'émancipation du Noir et du métis de leur tutelle, a déclaré P.W. Botha, l'homme fort d'Afrique du Sud, quand son gouvernement a abrogé les lois sur le pass [passeport intérieur] le mois dernier. Et la Maison Blanche s'est faite l'écho de Botha en qualifiant cette mesure d'"étape majeure vers l'abandon de l'apartheid".

Les libéraux tant aux Etats-Unis et en Europe qu'en Afrique du Sud considèrent aussi l'abrogation des lois sur le pass comme un pas significatif dans le démantèlement de l'apartheid. John Kane-Berman, directeur de l'Institut des relations entre les

racés d'Afrique du Sud, y voit l'équivalent de la légalisation limitée des syndicats en 1979 et déclare que ce sont "les réformes les plus importantes en Afrique du Sud depuis la Deuxième Guerre mondiale". Un éditorial du New York Times (26 avril) déclarait: "En abolissant les lois sur le pass d'Afrique du Sud, le président Botha s'est éloigné d'un pas tangible du racisme organisé par l'Etat qui fait de cette nation quelque chose de honteusement à part [...]. C'est enfin une réforme digne de ce nom, l'évidence que l'apartheid n'est pas tenable."

Mais l'abrogation des lois sur le pass ne touchera pas à la séparation rigide existant entre les banlieues blanches aisées et les townships noirs où règnent le désespoir et la misère. Les Blancs continueront à jouer au golf et au tennis dans leurs clubs exclusifs à quelques kilomètres de l'endroit où des Noirs enterrent leurs martyrs dans des cimetières ségrégués. Les enfants noirs continueront à aller dans des écoles pour Noirs pour lesquelles le budget n'est que le sixième de celui des écoles blanches. Les Noirs

continueront à mourir par manque de soins médicaux alors que les Blancs sont soignés dans des hopitaux ultra-modernes, réservés aux Blancs. Et bien sûr, la majorité africaine noire -- 75% de la population sud-africaine -- continuera d'être dépouillée de tous ses droits politiques dans son propre pays.

Qu'en est-il vraiment des lois sur le pass? Ces lois ont servi dans les dernières décennies à restreindre la migration des Noirs des "bantoustans" vers les townships noirs qui entourent les villes du "pays blanc". C'est ce qu'on a appelé le "contrôle de l'influx". Le régime de l'apartheid ne va très certainement pas renoncer totalement à ce contrôle. L'évêque Desmond Tutu faisait remarquer: "Nous ne pouvons que nous réjouir de la libération de ceux qui ont été arrêtés pour avoir enfreint les lois sur le pass. Mais j'espère qu'il n'y a pas de dard dans la queue" (Newsweek, 28 avril). Le dard c'est que, si les Noirs ont maintenant légalement le droit de déménager dans les townships surpeuplés, ils ne peuvent pas y vivre sans y avoir un logement "approuvé". Les Noirs continueront

toujours à se faire tabasser, emprisonner et tuer parce qu'ils enfreignent les lois "anti-squatter" qui viennent d'être renforcées. L'assaut brutal des forces de police contre une communauté de squatters à Crossroads

Le "pass", symbole de l'esclavage de l'apartheid



Dans l'enfer raciste de l'Afrique du Sud, un million et demi d'ouvriers noirs ont risqué à l'occasion du centenaire du Premier Mai leur travail et même leur vie pour célébrer avec les autres travailleurs du monde la fête internationale du Travail. Plus d'un million d'étudiants noirs et non blancs se sont joints à eux. De Durban au Cap, et plus particulièrement dans la région du Transvaal, fortement industrielle et minière, 70% des travailleurs auraient été en grève. Sur 86 entreprises du grand centre automobile de Port Elizabeth, six employés sur les 11000 se seraient présentés au travail! "C'est sans aucun doute la plus grande grève qu'il y ait jamais eu en Afrique du Sud", s'est exclamé un porte-parole de l'Association des Chambres de commerce, la principale organisation des patrons de l'apartheid.

La grève générale du Premier Mai met crûment en lumière la dépendance totale de l'Afrique du Sud blanche vis-à-vis de la main-d'oeuvre noire surexploitée. C'est peut-être la première fois de leur vie que des Blancs ont dû faire la cuisine dans les restaurants, servir de l'essence ou réparer la plomberie. A Johannesburg, des contremaîtres blancs ont dû jongler avec les "complexités inhabituelles des caisses de supermarchés, parce que les Noirs qui les font marcher d'habitude sont restés chez eux" (New York Times, 2 mai).

POUR UNE DIRECTION POLITIQUE PROLETARIENNE!

La magnifique grève générale du Premier Mai montre la force et l'organisation de plus en plus importante de la main-d'oeuvre noire, reflétées déjà en décembre dernier avec la formation du COSATU (Congress of South African Trade Unions) fort de 650 000 membres. Après 21 mois de révolte continue dans tout le pays, cela représente une démonstration encourageante de la détermination et du potentiel du prolétariat sud-africain brutalement surexploité pour briser les chaînes de l'apartheid capitaliste. La grève du Premier Mai est considérée comme une répétition générale pour la grève de trois jours prévue par le COSATU du 16 au 18 juin prochain en commémoration du dixième anniversaire du soulèvement de Soweto. En arrêtant l'économie sud-africaine, la classe ouvrière noire pose la question du *pouvoir politique*. Ce qui est urgent et nécessaire, c'est un parti ouvrier révolutionnaire qui soit à la tête de tous les opprimés avec pour mandat que ce soient ceux qui travaillent qui doivent être au pouvoir -- une

Premier Mai de combat en Afrique du Sud

Il faut un parti léniniste!

république ouvrière centrée sur les Noirs.

Ce Premier Mai en Afrique du Sud a montré la puissance et la combativité du mouvement ouvrier noir, mais il a aussi fait remonter à la surface le danger du tribalisme. A Durban, la principale ville de la province du Natal, Gathsa Buthelezi, chef Zoulou et fantôme de l'apartheid, a organisé un rassemblement "syndical" de 70000 personnes armées de piques et de gourdins qui ont piétiné un cercueil noir sur lequel était inscrit COSATU. Les nervis Inkhata de Buthelezi ont à plusieurs reprises attaqué les locaux et les militants du COSATU dans la région de Durban. Maintenant, le sinistre chef Zoulou crée un "syndicat" de nervis pour détruire le véritable mouvement ouvrier noir. Il n'est pas surprenant qu'il recherche le soutien de la bureaucratie proimpérialiste et violemment raciste de l'AFL-CIO américaine.

Le tribaliste Buthelezi est ouvertement l'ennemi mortel du mouvement ouvrier noir d'Afrique du Sud, et tout militant syndical le voit comme tel. Le nationalisme petit-bourgeois est, lui, un danger plus subtil pour le prolétariat noir. La direction du COSATU ne cache pas ses sympathies politiques et son soutien à l'African National Congress (ANC). La subordination du mouvement syndical noir à l'ANC nationaliste ne peut que dévier la lutte de classe contre les patrons de l'apartheid. Cela a été démontré clairement l'automne dernier lorsque Cyril Ramaphosa, qui est à la tête du puissant syndicat des mineurs, le National Union of Mine-workers, a saboté une grève nationale stratégique à la veille d'une rencontre entre l'ANC et des capitalistes sud-africains, dont Gavin Relly, de l'empire de l'Anglo-American Mining Co.

Winnie Mandela, l'épouse de Nelson Mandela, le dirigeant de l'ANC emprisonné, s'adressant le Premier Mai à un rassemblement de 30000 personnes dans la township noire de Soweto, leur a demandé de "serrer les rangs et de [se] préparer à l'assaut final". Mais les dirigeants de l'ANC ont clairement fait comprendre que cet "assaut final" dont ils parlent n'est pas une révolution sociale pour écraser l'apartheid capitaliste mais une solution néo-coloniale comme



Rassemblement fêtant à Durban la formation du COSATU, la plus forte organisation noire de toute l'histoire de l'Afrique du Sud.

en Rhodésie/Zimbabwe. Le responsable des relations extérieures de l'ANC, Thabo Mbeki, a ainsi déclaré dans une récente interview: "Nous ne parlons pas de renverser le gouvernement mais de dresser tant de gens contre lui qu'il sera forcé de faire ce que Ian Smith a fait" (Washington Post, 10 mars).

En 1980, le régime rhodésien de colons blancs dirigé par Ian Smith, dans une tractation arrangée par l'impérialisme britannique, fut remplacé par le nationaliste africain noir Robert Mugabe. Depuis, les travailleurs noirs de Rhodésie sont brutalement exploités par le régime de Mugabe, au compte du capitalisme occidental; les syndicats et l'opposition noire sont durement réprimés, et la terreur génocidaire sévit contre la minorité Ndebele. Mais la classe ouvrière d'Afrique du Sud est beaucoup plus puissante, mieux organisée et d'une plus grande conscience politique qu'en Rhodésie/Zimbabwe.

De plus, la révolte noire dans l'Etat de l'apartheid s'étend maintenant des townships à l'économie qui est aux mains des Blancs. "Ce que nous avons vu en 1985, c'est le débordement de l'agitation des townships sur les lieux de travail",

faisait remarquer un représentant de l'Anglo-American Corporation (cité dans ANC News Briefing, 23 mars). Cette agitation s'est particulièrement étendue aux mines qui produisent 10% du PNB d'Afrique du Sud et plus de la moitié de ses revenus en devises. C'est là que sont concentrés quelque 500000 mineurs noirs -- des "migrants" recrutés dans les bantoustans et les Etats noirs clients comme le Lesotho.

Les grèves dans les mines, de plus en plus combatives, luttent par des sit-ins et des occupations contre les menaces de lock-out et de déportation. Elles portent de plus en plus sur des questions qui sont au centre du système de l'apartheid: la concentration de mineurs noirs dans des "foyers" surpeuplés d'hommes seuls; le port d'armes par les contremaîtres blancs; les violences physiques des contremaîtres tant noirs que blancs; le licenciement de délégués syndicaux noirs et d'ouvriers combattifs. Il est désespérément nécessaire maintenant de construire des cellules communistes dans et vers le mouvement ouvrier qui jettent les bases d'un parti ouvrier léniniste multiracial.

-- Traduit de Workers Vanguard n°403

près du Cap en témoigne.

Pourtant, en tant que communistes révolutionnaires, nous ne considérons pas que l'abrogation des lois sur le pass soit sans importance et sans signification. Historiquement, le pass est le symbole de l'esclavage de l'apartheid, tout comme les chaînes étaient le symbole de l'esclavage dans le Sud des Etats-Unis avant la guerre de Sécession. Plus de 18 millions de Noirs ont été jetés en

prison en application de ces lois. Elles étaient la cible centrale des campagnes de désobéissance de masse organisées par l'ANC dans les années 50. Quand la fédération syndicale du COSATU s'est créée en décembre dernier, elle a menacé de brûler les pass si Botha n'abrogeait pas ces lois dans les six mois. Tout comme la levée de l'interdiction des mariages interraciaux il y a un an, le fait que les Noirs aient le droit de circuler

dans leur propre pays est une conquête démocratique minime mais réelle. Cela aura au moins l'avantage de rendre plus facile la construction d'un parti d'avant-garde communiste interracial centré sur la classe ouvrière pour détruire l'enfer raciste qu'est l'Afrique du Sud et la classe capitaliste qui règne dans ce pays vivant sous la torture.

LES LOIS SUR LE "PASS" ET L'APARTHEID

L'abrogation des lois sur le pass n'est pas seulement une mesure de pure forme destinée à calmer la révolte noire et atténuer les protestations internationales contre l'apartheid. Le chômage étant massif et endémique chez les Noirs, ces contrôles ne sont plus nécessaires pour créer ou maintenir une grande réserve de main-d'oeuvre destinée à être surexploitée dans l'économie aux mains des Blancs. L'aile "libérale" de la bourgeoisie sud-africaine, représentée par l'empire industriel et minier de l'Anglo-American Co, a depuis longtemps la position que les lois sur le pass sont devenues un obstacle au développement et à la stabilité d'une main-d'oeuvre noire qualifiée ou semi-qualifiée. L'abrogation de ces lois est donc

Suite page 11



Rolo/Cambio 16

L'Etat policier blanc régit en terrorisant la majorité noire.



Eli/Weinberg

Plus de 18 millions de Noirs ont été emprisonnés en application des lois sur le "pass". Des manifestants brûlant leur "pass" en 1960.

A bas les lois...

Suite de la page 1

grité physique du prolétariat. Il faudra plus que des discours hypocrites au parlement, des pétitions et des pleurnicheries d'évêques pour battre en brèche ces projets. Il faut des mobilisations extra-parlementaires de la classe ouvrière. Il faut opposer aux tentatives de créer une nouvelle catégorie de sous-hommes les revendications de l'abolition des CRS, gardes-mobiles et autres corps d'exception spécialisés dans la répression anti-immigrée et antiouvrière. Contre la ségrégation raciale, pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille!

PANDRAUD ET PASQUA A L'OEUVRE

Il faut comprendre que le terrorisme policier ne s'arrêtera pas aux frontières des ghettos immigrés. Il faut se rappeler que la police parisienne, après avoir massacré des centaines d'Algériens en octobre 1961, a ensuite tué neuf communistes à Charonne en février 1962. Les appétits des flics ont été dévoilés la nuit du 20 au 21 mai par le "contrôle" musclé de deux journalistes d'Europe-1 et de leur avocat. Ils se sont retrouvés encerclés par trois voitures de police, fouillés et brutalisés pour avoir exigé le respect de la loi de juin 1983 (toujours en vigueur) qui permet des contrôles seulement dans des lieux déterminés où existe une vraie menace pour la sûreté des personnes et des biens (ce qui est déjà une protection assez mince contre l'arbitraire policier).

"Le code de procédure, on s'en fout", dit un flic. "Une provocation des journalistes", ajoute Chalandon. "Nous les couvrons, il n'y a aucun problème", conclut Pasqua à propos de ses flics. Le soir du 21 mai, les héritiers de l'"ordre moral" de Vichy récidivent en raflant à tout hasard une dizaine de mineurs au Forum des Halles pour les soustraire à un "danger moral"... en les parquant dans les commissariats et sans prévenir leurs parents.

Si cela montre que personne n'est plus à l'abri, le plus dangereux c'est que les flics continuent leurs rafles gestapistes dans les quartiers immigrés à travers le pays. Le 13 mai, 200 flics avec des chiens bloquent la rue Thubanaud à Marseille et perquisitionnent toutes les maisons (ainsi, on est sûr de trouver quelque chose, même les "petites quantités de drogue" rapportées par la presse). D'après *Libération* (14 mai): "Leurs occupants, la plupart originaires d'Afrique noire ou du Maghreb ont été menottés et assis ou allongés sur le trottoir avant d'être poussés sans ménagement dans trois cars."

"Auparavant, les policiers leur avaient collé une étiquette dans le dos où figuraient leur nom et leur nationalité."

Il ressort que ces gens étaient surtout "coupables" (1) d'habiter la rue Thubanaud et (2) d'être des étrangers. Le réel but de l'opération était de terroriser cette communauté et de les marquer tous du sceau de la criminalité. Après les étiquettes de nationalité, à quand l'étoile jaune version 1986? Tout ceci rappelle en effet fortement la grande rafle

des juifs par la police française en juillet 1942. La ségrégation et la terrorisation systématique d'une population est un bon moyen de préparer d'éventuels massacres et, après coup, les faire disparaître de l'histoire comme ça a été le cas pour juillet 1942 et octobre 1961.

Il est crucial que les quartiers immigrés ne restent pas seuls face aux flics. Le mouvement ouvrier doit se mobiliser résolument contre la terreur raciste par des manifestations et des grèves de protestation en soutien aux victimes de cette terreur, mais aussi et surtout en organisant des groupes de défense unissant ouvriers, français et immigrés, et habitants des quartiers, basés sur les syndicats, pour assurer leur défense contre les gangsters racistes, en uniforme ou non. La récente grève des nettoyeurs du métro a fait surgir cette perspective dans le domaine de l'immédiat.

LE TERRORISME FASCISTE

La question de la peine de mort mise à part, Chirac, Pasqua et Chalandon ont tout simplement fait



Les flics sont lâchés! La terreur policière se déploie sous la haute protection de Pasqua/Pandraud.

André Grassan

des emprunts au programme raciste du Front national pour commettre ces nouvelles mesures. Chalandon, d'ailleurs loué par *le Monde* comme "modéré", s'est montré aussi ordurier qu'un Le Pen. Dans son dernier livre *Quitte ou double*, il s'inquiétait de savoir si "l'illustre Colombey-les-Deux-Eglises deviendrait Colombey-les-Deux-Mosquées" et, dans son journal électoral, l'actuel garde des Sceaux accusait les "mères célibataires algériennes" de venir "accoucher en France" et les autorités de ce pays d'expédier "tous leurs petits délinquants" en France (*le Monde*, 3 avril).

Mais la différence entre les fascistes et les réactionnaires au gouvernement n'est pas au niveau de l'idéologie raciste. C'est une question de méthode. Derrière ses tactiques parlementaires, le Front national cherche à créer un mouvement de

terreur raciste, antiouvrière et anti-communiste.

De plus en plus, on va vers une situation à l'italienne, où le MSI, parti fasciste au parlement, "respectable", sert de paravent aux agissements d'une série de groupuscules ouvertement néo-nazis et terroristes. Les derniers attentats racistes font pendant aux rafles de Pasqua: le 2 mai un attentat contre un bar fréquenté par des immigrés à Toulon; le lendemain deux bombes explosent rue des Dominicaines à Marseille; la nuit du 9 au 10 mai, c'est une boucherie musulmane qui est visée à Nice. Ces attentats sont signés "les Commandos de France contre l'invasion maghrébine". Un autre, le 9 mai à Montbéliard, est revendiqué par le "Groupement pour l'emploi des Français", un nom qui rappelle le slogan de Le Pen, "Deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop".

Voilà qui évoque le "Groupe Charles Martel", responsable de nombreux attentats meurtriers à Marseille depuis des années. Ces groupes sortent périodiquement de l'ombre pour

"démocratique", secondé bien sûr par ses lieutenants ouvriers du PCF et par les bureaucraties syndicales.

Aujourd'hui, SOS-racisme, courroie de transmission servant à redorer le blason de la social-démocratie, prêche une nouvelle forme de collaboration de classe. Harlem Désir nous explique: "On a vu Pandraud, on demande des entrevues à Séguin et à Chirac. On désespère pas de les convaincre de renoncer à ces mesures [racistes]. Ils ont déjà reculé sur l'autorisation administrative de licenciement [!]" (*Rouge*, n°1206, 24-30 avril). Par ses appels à la conscience de ces réactionnaires, Désir et Cie veulent amener la jeunesse antiraciste à l'abattoir comme des moutons. C'est d'ailleurs pourquoi Chirac subventionne son carnaval du 14 juin.

Mais aucun code de déontologie, aucune campagne de "sensibilisation" ne modifiera le comportement des tueurs racistes. Les bandes armées du capital, en uniforme ou non, font leur boulot consistant à protéger l'exploitation capitaliste. Et aucun appel à "vivre avec nos différences" n'infléchira la ségrégation raciale et la surexploitation des travailleurs immigrés. Il faut renverser le système capitaliste par la révolution prolétarienne et exproprier la bourgeoisie pour en finir avec ce cauchemar. Le programme trotskyste, internationaliste, trace la voie vers un avenir socialiste libéré de l'oppression de l'homme par l'homme. ■

La chiraquie...

Suite de la page 1

sent "gagnables" aux travailleurs, comme dans les PTT, la SNCF ou le métro (cf. article p.4), viennent démentir la thèse des bonzes de la CGT qui rejettent la responsabilité de leur propre désorientation politique sur les ouvriers "passifs". Mais les récents succès électoraux de la CGT dans les élections professionnelles, joints à l'échec des journées d'action lancées par les directions bureaucratiques, montrent que la classe ouvrière cherche des débouchés politiques à ses luttes.

L'apparente contradiction entre le recul électoral du PCF et la remontée de la CGT dans les élections professionnelles montre que les secteurs avancés de la classe ouvrière savent, confusément, que la lutte économique contre les attaques répétées de la bourgeoisie a besoin d'une perspective politique ferme -- hors de l'arène parlementaire. Et le PCF est malade, malade de la question russe. Pour se faire tolérer au gouvernement par le PS et la bourgeoisie après le 10 mai 1981, en pleine période de guerre froide, il lui a fallu hurler avec les loups impérialistes en réclamant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, puis avaler sans cesse de nouvelles "couleuvres". Aujourd'hui la direction du PCF a le choix entre deux "alternatives" qui sont simplement deux formes différentes de suicide: soit rompre totalement avec Moscou et devenir un parti social-démocrate de seconde zone à l'ombre du PS, soit se barricader dans le "ghetto" de la guerre froide -- mais le PCF n'est plus aujourd'hui que l'ombre du puissant "parti des fusillés" de la première guerre froide de l'après-guerre. Dans les deux cas, il s'agit d'une compétition avec le PS sur le terrain du réformisme national, et sur ce terrain la social-démocratie sera inévitablement la plus forte. Ainsi prise en tenailles, la direction Marchais s'accroche désespérément à la perspective lointaine et hypothétique d'une nouvelle alliance de collaboration de classe, le "rassemblement populaire majoritaire", comme à une bouée de sauvetage percée.

Tout semble indiquer que nous sommes dans l'oeil du cyclone. La question posée reste celle de la direction de la classe ouvrière: celle de la nouvelle direction qui doit être forgée dans la lutte contre les traîtres sociaux-démocrates et communo-chauvins, contre la collaboration de classe antisoviétique et antiouvrière, pour un gouvernement ouvrier. ■

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75413 Paris Cedex 10

LE BOLCHEVIK

Raid sanglant du terroriste d'Etat Reagan

Bas les pattes devant la Libye!

Défense de l'UR

SPARTACIST

LE HEALYSME IMPLOSE

plus documents et interview sur l'histoire cachée du WRP

Prétexte pour le raid US sur la Libye

Qui a fait sauter la discothèque à Berlin ?

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article de nos camarades américains sur la possibilité d'une piste néo-nazie dans l'affaire La Belle. Ces informations restent inédites en France, car la presse française, comme celle des USA, s'est contentée de retransmettre la ligne officielle, apportant ainsi sa contribution à l'hystérie "antiterroriste" antiarabe, derrière laquelle est visée l'URSS.

Il y a quelque chose de louche dans le prétexte donné par Reagan pour bombarder Tripoli. Le 5 avril dernier, une bombe explosait dans la discothèque La Belle à Berlin-Ouest, tuant un GI américain noir, Kenneth Ford, et une jeune femme turque, Nermin Haney, et faisant 230 blessés. La Maison Blanche a affirmé que la bombe avait été placée par des agents aux ordres de la Libye, et cette accusation a été gobée tout rond et reprise ad nauseum par la presse bourgeoise. Si c'est si évident, où est la preuve? Le fait est qu'ils n'ont pas donné la moindre preuve. Rien.

Ce que le Times et les autres n'ont pas jugé bon d'imprimer et ont bel et bien caché pendant plusieurs jours, c'est le fait crucial que le GI tué était noir, que La Belle était une discothèque bien connue pour jouer de la soul music et qu'elle était fréquentée par des soldats noirs et des ouvriers immigrés. Quand nous avons appris cela dans le Los Angeles Times du 7 avril, cela nous a mis la puce à l'oreille: dans le scénario préparé depuis des mois pour avoir la peau de Kadhafi, l'attentat de la discothèque de Berlin tombait à pic, au moment où Reagan avait besoin d'un acte de terrorisme libyen. Kadhafi n'est peut-être pas le personnage le plus sympathique qui soit, mais il est à la tête d'un pays islamique d'Afrique du Nord, et il ne paraît ni raisonnable ni probable qu'il s'attaque à des Noirs et à des musulmans.

Cela ressemble beaucoup plus au style d'opérations montées par des tueurs fascistes qui ont commis nombre d'attentats contre des Turcs en RFA et à Berlin-Ouest. Et quand nous avons commencé à vérifier certains faits, nous nous sommes aperçus qu'une bande de néo-nazis avait revendiqué l'odieuse attentat contre La Belle. Cela a été étouffé, mais la nouvelle a transpiré à Berlin.

Aux Etats-Unis, où l'épouvantail du "terrorisme" commandité par des Etats sert de bannière de ralliement patriotique sur la voie de la troisième guerre mondiale contre l'URSS, tout ce que dit la Maison Blanche est considéré comme la vérité, sauf preuve du contraire. Quelques médias n'avaient pourtant pas les mensonges de la Maison Blanche. Entre autres la presse noire que l'attaque de Reagan contre un pays d'Afrique du Nord ne réjouit pas énormément. "On n'accable pas le bombardement de la Libye", titrait l'Amsterdam News (19 avril) qui notait que Reagan affirmait que "la Libye était responsable de l'attentat contre le night-club et l'avion de la TWA", mais que "le président n'a apporté aucune preuve pour étayer ses accusations".

Maintenant, on nous dit que "la preuve irréfutable" de l'implication libyenne ne peut être fournie pour raison de "sécurité". Là-dessus, Reagan vient parler à la télé de télégrammes codés qui soi-disant prouveraient que "des ordres [...] envoyés de Tripoli au Bureau du peuple libyen à Berlin-Est" ont donné le feu vert à l'attentat contre la discothèque. S'ils avaient vraiment des secrets à protéger, ce moyen de procéder va à coup sûr griller quelque chose ou quelqu'un! Quand on a demandé à Kadhafi quel était le message secret, il s'est contenté de rire et de dire: "Nous



La discothèque La Belle était fréquentée par des GI's noirs. La mère de Kenneth Ford montre la photo de son fils tué dans l'attentat.

leur demandons, nous les défions, de le publier."

La Libye comme l'Allemagne de l'Est ont explicitement nié les accusations américaines. Le 9 avril, l'agence UPI rapportait que "Kadhafi a déclaré n'avoir aucune responsabilité dans les attentats de Berlin et de la TWA et il défie l'administration Reagan de prouver ses affirmations. 'C'est un vieux truc, a-t-il dit, le monde n'a entendu aucune preuve ni aucun indice de cette vieille histoire. Ce n'est qu'une excuse pour agresser un Etat indépendant!'" Le 10 avril, le ministre est-allemand des Affaires étrangères a exprimé dans une déclaration son dégoût et son indignation devant cet attentat, le qualifiant "d'acte criminel" avec lequel ils n'avaient rien à voir.

Quant à Washington, il ne cesse de changer de version. La première était sur le "communiqué" "du colonel Kadhafi à ses émissaires de Berlin-Est pour les féliciter d'un travail bien fait", "communiqué" qu'auraient intercepté les services secrets américains. Ce fut dans l'air pendant quelques jours, puis ce fut retiré. A la suite de cela, en haut lieu on "nia purement et simplement" avoir eu connaissance d'un tel communiqué. Quant au gouvernement ouest-allemand, il a continué à dire que la "preuve" de la piste libyenne n'était "pas tout à fait claire" jusqu'au jour où les Etats-Unis ont attaqué. Là, Helmut Kohl a déclaré que la preuve était établie.

"LA SIGNATURE DES NAZIS"

Neuf jours après l'incident de Berlin-Ouest, le New York Times (14 avril) rapporta finalement que le soldat américain était noir et qu'il y avait quelque chose d'étrange dans l'attentat contre la discothèque: "Un des mystères de La Belle, c'est pourquoi le colonel Kadhafi approuverait une attaque contre une discothèque dont le gros de la clientèle est composé de GI's noirs et d'étrangers du tiers monde."

"L'une des victimes de l'explosion est un soldat noir de 21 ans, le sergent Kenneth Terrance Ford, et l'autre une femme turque de 28 ans, Nermin Haney; parmi les 230 blessés, il y a eu bon nombre d'Arabes. C'est un curieux choix de victimes pour un révolutionnaire islamique qui se réclame de la défense des opprimés." C'est effectivement curieux. Surtout si l'on sait que plusieurs groupes avaient revendiqué l'attentat, y compris de soi-disant gauchistes et un groupe arabe, dont "aucun n'avait de lien connu avec la Libye" d'après le Washington Post du 6 avril. Ce qu'on n'y dit pas, c'est qu'un des groupes revendiquant cet acte



JET

de terreur indiscriminée est une organisation fasciste.

Le 6 avril, Die Wahrheit, journal de la section du PC est-allemand à Berlin-Ouest, écrivait que "la mouvance d'extrême droite n'est plus exclue" de l'enquête étant donné surtout que le "Wehrsportgruppe Hess" [groupe sportif de défense de Hess] a revendiqué l'attentat. Il y a eu de nombreuses campagnes fascistes ces derniers temps pour la libération de Rudolf Hess, un des lieutenants de Hitler emprisonné à vie dans la prison de Spandau à Berlin. Un des gangs de terreur fasciste les plus connus de Berlin-Ouest s'appelait le Wehrsportgruppe Hoffmann. Il a été interdit. Est-il réapparu sous le nom de "Wehrsportgruppe Hess"?

Le 7 avril, Die Wahrheit faisait remarquer que la discothèque La Belle était "connue pour être le lieu de rencontre de citoyens étrangers", soulevant la question que des éléments d'extrême droite et "certaines tendances hostiles aux étrangers qui vont jusqu'au chef du Sénat [de Berlin]" seraient impliqués. On rapportait dans cet article que des "mots d'ordre appelant à la persécution des étrangers" avaient été trouvés sur des murs près de la discothèque, renforçant l'hypothèse que des fascistes pouvaient être les auteurs de l'attentat. Exactement une semaine auparavant, le 29 mars, une puissante bombe avait explosé à Berlin lors d'une réunion se tenant au local de l'Amicale germano-arabe dans le quartier turc du Kreuzberg; elle avait fait 7 blessés.

Le 8 avril, Unsere Zeit, journal du PC ouest-allemand, publia un article intitulé "La Signature des nazis". Il notait que l'attentat contre la discothèque ressemblait plus à un attentat fasciste du genre de l'attentat de la gare de Bologne en 1980, qui a fait 80 victimes, ou de celui de l'Oktobertfest de Munich commis par des néo-nazis la même année.

Norman Birnbaum dans le Spiegel (21 avril) écrit: "Les 'preuves' de l'implication de Kadhafi dans l'attentat de Berlin ont, paraît-il, convaincu tout le monde — sauf les services de sécurité de Berlin-Ouest."

"Ces services de sécurité méritent le respect. Dans une ville où le mot 'puissance protectrice' en fait mettre plus d'un au garde-à-vous, il faut du courage pour contredire un président américain aussi directement."

"Plus on en dit sur la culpabilité de Kadhafi, plus je pense à cet ancien agent de la CIA qui disait avec un dédain très professionnel à chaque fois qu'il entendait une révélation de notre gouvernement sur l'Amérique centrale: 'Personnellement, j'ai inventé de bien meilleurs mensonges.'"

De toute évidence, la police de Berlin-Ouest ne poursuit pas son enquête dans cette voie. Ce n'est pas tellement surprenant. Souvenons-nous du récent scandale autour de la démission forcée de Heinrich Lummer, ministre de l'Intérieur et adjoint au maire de Berlin-Ouest. D'après le Spiegel (7 avril), un groupe fasciste a reçu plusieurs milliers de marks de Lummer provenant des fonds du Parti démocrate-chrétien. Lummer a aussi été impliqué dans un trafic d'armes pour les phalanges libanaises et il était cul et chemise avec Béchir Gemayel dont l'assassinat a servi de prétexte pour déclencher les massacres de Palestiniens à Sabra et Chatila. La police berlinoise a annoncé l'arrestation de "Palestiniens apatrides", venant probablement d'un camp de réfugiés, pour "présomption de participation" dans l'attentat de la discothèque; la nature du soi-disant "lien" n'est pas spécifiée.

REAGAN-HITLER: MENSONGES ET PROVOCATIONS

Au Conseil de sécurité des Nations Unies le 18 avril, l'ambassadeur de Libye, le Dr Ali Treiki, accusa les Etats-Unis de mener "une campagne d'agression et de provocations": "Quel problème y a-t-il entre les Etats-Unis et la Libye? C'est le même problème qu'entre les Etats-Unis et toutes les autres petites nations, à commencer par le Nicaragua et la Grenade, et allant jusqu'au Vietnam, l'Angola, l'Ethiopie, le peuple palestinien et le peuple de Namibie. Les Etats-Unis sont en proie à l'arrogance et à la folie du pouvoir et veulent devenir le gendarme du monde. Celui qui n'accepte pas de devenir le vassal et l'agent des Etats-Unis est un hors-la-loi, un terroriste, un communiste et un démon." Treiki a déclaré que les Etats-Unis avaient "essayé de fabriquer de faux documents qui se sont avérés plus tard être faux" et il a rappelé "la fameuse 'dépêche d'Ems' fabriquée de toutes pièces par Bismarck quand il a voulu attaquer la France".

La fausse dépêche de Bismarck déformait totalement un rapport de l'ambassadeur de France et fut le prétexte pour déclencher la guerre franco-prussienne de 1870. En septembre 1939, les nazis ont eu recours à la même méthode de provocation mensongère. Ils ont habillé des prisonniers allemands d'un camp de concentration avec des uniformes polonais, les ont emmenés à la frontière et les ont fusillés. Puis ils ont invoqué la légitime défense face à une soi-disant attaque polonaise contre Dantzig. Et puis bien sûr, il y a eu l'incident du golfe du Tonkin en 1964. Là, les Etats-Unis avaient prétendu avoir été attaqués par les Nord-Vietnamiens. Ce gros mensonge a servi de base "légal" pour lancer toute la guerre du Vietnam.

Nous voulons savoir: à qui profite le crime? L'attentat de la discothèque La Belle tombait si bien pour les Américains. Quand Reagan a attaqué la Libye en mars, on a admis en haut lieu aux Etats-Unis que tout le but du passage de la VIe flotte dans le golfe de Syrte était une provocation contre Kadhafi: "S'il redresse la tête, nous l'assommerons. Nous cherchons un prétexte." Il n'y a aucune raison de penser que cette fois cela se soit passé différemment.

Les Etats-Unis sont maintenant sur le pied de guerre et la presse impérialiste a été enrôlée: ce n'est pas un hasard si le New York Times ressemble ces temps-ci au Völkischer Beobachter de Hitler. Est-ce que ce sont les fascistes qui ont commis l'attentat contre la discothèque La Belle? Nous n'en savons rien, mais la version de Reagan pue.

-- Tiré de Workers Vanguard n° 402

Tchernobyl...

Suite de la page 3

Mais, par la suite, tous les éléments disponibles confirment le fait que l'appareil du KAL effectuait bien une mission d'espionnage (cf. "Mission d'espionnage du KAL 007: la piste mène à la Maison Blanche", le Bolchévik n°49, octobre 1984).

Si ce processus apparaît lent d'après les normes occidentales, ce n'est pas une manie soviétique du secret. Cela reflète la lenteur de la lourde bureaucratie soviétique. Si on peut reprocher quelque chose aux Soviétiques, c'est de ne pas avoir informé leur population assez vite ou avec suffisamment de détails, la rendant ainsi vulnérable aux efforts des capitalistes pour provoquer une panique. Il ne fait aucun doute qu'il a fallu plusieurs jours au pouvoir central pour savoir ce qui s'était passé à Tchernobyl. La Pravda du 18 mai, confirmant les déclarations de plusieurs hauts responsables, critiquait "l'information parfois tardive sur la situation réelle à la centrale accidentée" (le Monde, 20 mai). Et le directeur de l'agence Novosti, Valentin Faline, a été encore plus direct dans un entretien publié par l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel le 12 mai: "Les premiers rapports en provenance de la direction de la centrale étaient incomplets, et de plus se sont révélés faux au bout du compte [...]. Les autorités locales et les techniciens de la station ont cru pouvoir venir à bout de l'accident par leurs propres moyens [...]. On aurait dû agir plus vite" (le Monde, 13 mai).

Cette lenteur et cette inefficacité tragiques -- une grande partie des victimes de la catastrophe sont des pompiers apparemment envoyés, le lendemain de l'accident, combattre l'incendie comme s'il s'agissait d'un feu ordinaire, avec un matériel inadapté -- sont inhérentes à la bureaucratie soviétique. Ce lourd organisme parasite a construit des filtres et des tampons qui le protègent contre l'impact de la réalité. De plus, il ne fait aucun doute que les normes de sécurité soviétiques ont souffert de la dégénérescence bureaucratique de la Révolution bolchévique. Un article prophétique paru le 27 mars dans le journal Literatourna Ukraina, et signé par un économiste spécialiste du nucléaire, Lyubov Kovalevska, critiquait l'organisation de la construction du réacteur n°5 de Tchernobyl: "L'échéance de la construction a été réduite de trois à deux ans. [...] les organismes de direction [...] n'ont fait aucun effort pour ajuster leurs prévisions peu réalistes et n'ont pas étayé les nouveaux programmes de travail sur des ressources adéquates. Tout ceci a conduit à une désorganisation des projets de

construction et souvent à un effondrement des plans [...]. En un mot, tous les défauts du processus de construction, qui sont malheureusement typiques, apparaissent dans leur évidence, sous des formes extrêmes" (Libération, 9 mai).

Mais le volontarisme et l'ultimatisme bureaucratiques au sommet, tels qu'ils se sont manifestés après l'accident -- création immédiate d'une commission d'enquête, critiques publiques et limogeages de responsables locaux -- ne peuvent pas éliminer la gabegie et l'incompétence bureaucratiques, ils peuvent seulement limiter les dégâts. Il faudra



Nagasaki, 1945 - Un crime nucléaire dont l'objectif était d'intimider les Soviétiques.

pour cela que les travailleurs soviétiques chassent la bureaucratie stalinienne parasite et restaurent un régime de démocratie ouvrière. Seule une telle révolution politique permettra en effet de défendre et de développer les acquis prolétariens de l'économie planifiée, ce système qui a déjà permis à l'URSS de réaliser de gigantesques progrès sociaux, économiques et techniques (dont l'édification d'une industrie nucléaire).

LA CORDE DANS LA MAISON DU PENDU

Quand les pays capitalistes critiquent la sécurité insuffisante de l'industrie nucléaire soviétique, ils feraient bien de balayer devant leur porte. Dans un système tout entier régi par la course au profit, la sécurité tant des populations que des travailleurs des centrales passe nécessairement après la "rentabilité". Après l'accident de la centrale améri-

caine de Three Mile Island en 1979, il fut ainsi révélé que plusieurs équipements qu'on savait défectueux avaient été laissés en place. Et l'industrie nucléaire française "nationalisée" n'échappe pas davantage à cette logique. Un travailleur du nucléaire écrivait ainsi dans Rouge qu'"il n'est pas rare que des opérations 'en zone' [radioactive] soient entreprises en un temps plus long que nécessaire ou que des équipes interviennent sans vraiment se protéger"; que les règles de sécurité, déjà mal respectées pour le personnel de l'EDF, le sont encore moins pour les employés des entreprises "sous-traitantes" qui effectuent avec "une formation très insuffisante, voire nulle" certaines opérations dangereuses comme le rechargement du coeur; qu'enfin ni EDF ni ses "sous-traitants" ne rendent publiques les statistiques d'accidents (Rouge n°1209, 15-21 mai).

Et si on cherche un véritable mensonge gouvernemental, parlons de l'accident qui s'est produit en janvier 1966 près de Palomares, en Espagne. Un B-52 américain s'était écrasé, perdant quatre bombes H de 20 mégatonnes. Pendant 44 jours les Etats-Unis ne voulurent même pas reconnaître la perte des bombes, alors que des soldats américains passaient la campagne espagnole au crible avec des compteurs Geiger. Finalement les USA reconnurent que deux des bombes s'étaient brisées, arrosant la région de plutonium et d'uranium enrichi hautement radioactifs. Les radiations étaient "fondamentalement inoffensives", expliquèrent les Etats-Unis, alors même que 1500 tonnes de terre furent secrètement retirées et expédiées aux USA pour y être enfouies. Mais il n'y eut pas de scandale sur les "fous" de Washington, que ce soit de la part des médias américains ou de la "communauté européenne" de l'OTAN -- cette rhétorique-là est réservée exclusivement pour l'Union soviétique.

L'EURO-HYSTERIE AGRO-NUCLEAIRE

En Europe occidentale -- et alors que les niveaux de radioactivité mesurés à l'extérieur de l'URSS sont demeurés minimes et sont rapidement redevenus normaux -- l'hystérie antinucléaire a rapidement pris la forme d'une psychose des retombées radioactives dans les aliments, puis d'embargos commerciaux vis-à-vis des pays de l'Est, embargos généralisés officiellement par la CEE le 12 mai. Ces embargos discriminatoires (aucun des produits en cause n'ayant jamais dépassé les normes en vigueur à l'intérieur de la CEE) relèvent d'une politique de "cordon sanitaire" antisoviétique doublée de maquignonnage protectionniste, puisqu'il s'agissait de faire payer aux pays de l'Est les conséquences économiques d'une baisse de la consommation en Europe de l'Ouest -- baisse elle-même provoquée par une hystérie antinucléaire sciemment entretenue.

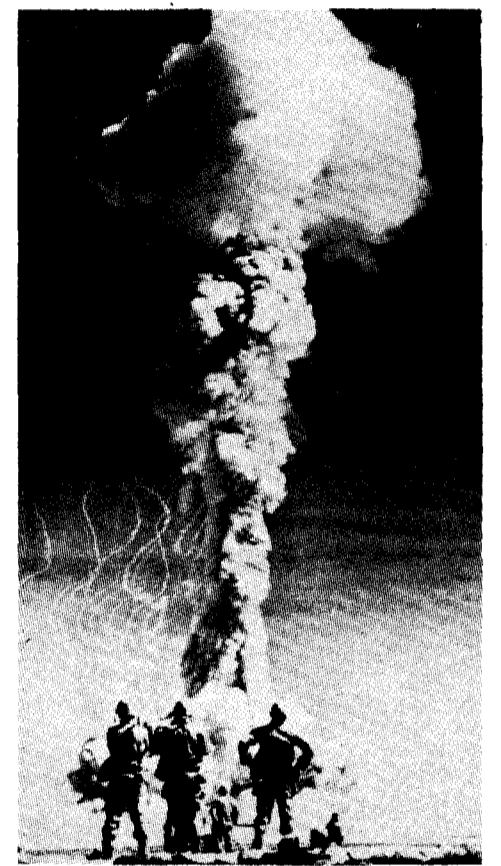
Le "Parlement européen", fidèle à sa fonction d'appendice pseudo-parlementaire de l'OTAN, devait bientôt aller encore plus loin en exigeant de l'URSS, dans une résolution votée le 15 mai, "le paiement de tous les dommages subis" (le Monde, 17 mai). Le prolétariat européen a le devoir de dénoncer cette arrogance impérialiste et de s'opposer à toutes ces mesures d'embargo anti-soviétiques.

L'ESCROQUERIE "ANTINUCLEAIRE"

Dans toute l'Europe, une partie de la gauche réformiste a exploité l'accident de Tchernobyl pour chercher à construire un "mouvement antinucléaire" basé sur le mot d'ordre: énergie nucléaire = armes nucléaires. Cet amalgame frauduleux, écho "gauche" des radiations antisoviétiques diffusées par les médias bourgeois, joue sur la crainte légitime d'un holocauste nucléaire qui existe à des degrés divers dans la plupart des pays occidentaux. Il est vrai qu'en France, la bourgeoisie, unanime sur ce point, fait tout pour persuader la population que la force de frappe met le "sanctuaire national" à l'abri

d'une guerre nucléaire en Europe, idée aussi absurde que chauvine, mais qui explique pour une large part pourquoi il n'existe pas ici de mouvement "pacifiste" petit-bourgeois de masse comme en RFA. Mais cela ne décourage pas des opportunistes invétérés comme la LCR, "éternellement à la recherche d'un "mouvement alternatif" pour courir s'y noyer. Le 24 mai, la LCR défilait ainsi à Paris en compagnie des maigres troupes écologistes françaises aux cris de "Le nucléaire, c'est la guerre, la guerre impérialiste" (le Monde, 27 mai).

Bien sûr, l'énergie nucléaire civile est loin d'être complètement sûre et souffre de nombre de problèmes non résolus. Mais les alternatives, sous le capitalisme, sont tout aussi dangereuses, sinon davantage encore. Pour ne prendre qu'un seul exemple, le charbon a tué des milliers de mineurs, du fait des accidents ou de la silicose. On se souvient de la catastrophe de Bhopal, en Inde, où 2000 personnes sont mortes et 200000 ont été victimes de blessures dont beaucoup garderont les traces pour le reste de leur vie. Pourtant personne ne propose sérieusement d'abandonner l'industrie pétrochimique.



Essai atomique US dans les années 50: les préparatifs d'une guerre contre l'URSS.

Ce n'est pas "le nucléaire" qui menace l'humanité, mais la campagne belliciste des impérialistes contre l'URSS. Reagan et ses alliés européens ont engagé ouvertement les préparatifs pour une attaque nucléaire de première frappe contre l'URSS, premier acte d'une troisième guerre mondiale thermonucléaire. C'est à cette fin qu'ils ont installé en Europe les missiles Pershing-2, à moins de huit minutes de vol des centres urbains de la Russie et de l'Europe de l'Est. L'intrusion de deux navires de guerre américains à l'intérieur des eaux territoriales soviétiques en mer Noire, en mars dernier, était bien plus dangereuse que l'accident de Tchernobyl. Cela aurait pu déclencher une confrontation nucléaire. Depuis le Nicaragua jusqu'à l'Angola en passant par l'Afghanistan, le Pentagone essaie de transformer les conflits "de faible intensité" avec des "alliés de Moscou" en une confrontation avec l'Union soviétique elle-même. Le vrai danger pour l'humanité vient des maniaques nucléaires de la Maison Blanche et de l'Elysée. On peut être sûr que ces gens ont suivi à la loupe le nuage radioactif de Tchernobyl -- pas pour des raisons humanitaires, mais pour calculer les effets d'une première frappe nucléaire contre l'Union soviétique. Pour eux, cet accident était simplement un avant-goût de ce qu'ils préparent: une guerre nucléaire pour récupérer ce qu'ils ont perdu un certain jour d'octobre 1917. Et seule la révolution prolétarienne peut les arrêter à temps.

Journées d'études de la Ligue trotskyste

21 et 22 juin - Paris

La sale guerre coloniale en Algérie

Les révolutionnaires doivent s'armer des leçons tirées des trahisons de la "gauche" en France et des carences opportunistes des trotskystes de l'époque.

Samedi 21, 14 heures

Parti et programme

Pourquoi la lutte de la tendance spartaciste internationale représente l'unique continuité du trotskysme.

Dimanche 22, 14 heures

19 rue Blanche - 75009 Paris - Métro Trinité Prix d'entrée: 20 F

Pour tout contact:

Le Bolchévik, B.P. 135-10 - 75463 Paris cedex 10 - Tél: 42 08 01 49
M. Benoît - B.P. 817 - 76009 Rouen cedex - Tél: 35 71 20 86

Haïti...

Suite de la page 12

tion des Américains, il y a eu une période d'agitation et de troubles. Daniel Fignolé, qui dirigeait le Mouvement ouvrier et paysan (MOP) populiste, fut au pouvoir pendant deux petites semaines; il était le dernier de quatre gouvernements éphémères. Il fut renversé par un coup d'Etat sanglant où, en deux jours, 3000 personnes trouvèrent la mort et qui conduisit directement à l'avènement de la dynastie Duvalier. Il y a toujours aujourd'hui à Haïti la possibilité d'une intervention directe des Etats-Unis ou d'une nouvelle dictature.

La tâche centrale est de canaliser le mécontentement provoqué par le duvaliérisme sans Duvalier et de le transformer en mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière. Une chanson populaire, écrite juste après la chute de Duvalier, reflète bien le climat à Haïti: "Fol jije" [Faut le juger]. Elle parle de Duvalier, de la CIA, de Ronald Reagan et de "Tonton Sam". Les macoutes et leurs mitraillettes Uzis ne se cachent que pour un temps, et la junte elle-même met en danger la vie du peuple haïtien. Ce serait une mesure élémentaire d'autoprotection que de mettre en place des tribunaux populaires pour que la police secrète de Duvalier et d'autres criminels duvaliéristes notoires reçoivent leur juste châtiment. A Cuba en 1959, les tribunaux révolutionnaires qui ont jugé les tortionnaires les plus sadiques du régime de Batista ont mobilisé la population à la fois pour déraciner totalement la dictature et éviter les actes de vengeance individuelle.

Mais aujourd'hui à Haïti, *personne* ne réclame la justice révolutionnaire contre les hommes de main du dictateur -- sauf le peuple. Toute la "classe politique" vit sous la crainte d'un soulèvement des masses. L'idée que les milliers de résidents des bidonvilles arrivent par l'avenue John Brown dans les banlieues chic de Pétienville, sur les collines qui surplombent la

capitale, pour demander des comptes leur donne des cauchemars. Comme on pouvait s'y attendre, l'"opposition" bourgeoise, comme Sylvio Claude, Grégoire Eugène ou Hubert de Ronceray, a dénoncé la commémoration du 26 avril, opposant "extrémistes de droite et de gauche". Mais René Théodore, chef du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) a lui aussi réaffirmé son soutien à la junte (que l'on désigne là-bas par ses initiales, CNG) après le massacre de Fort-Dimanche sous prétexte qu'il n'y avait pas d'"alternative" (*New York Times*, 30 avril).

C'est un scandale que la *gauche haïtienne soutienne la junte militaire contre les masses haïtiennes*. D'après le *Monde* (15 mai), Théodore, le dirigeant du PUCH, aurait dit que le CNG était en "apprentissage de la démocratie". Ce n'est pas la première fois que les stalinien enjolivent un régime bourgeois à coups de "démocratie". En 1946, ils ont activement soutenu le régime de Estimé qui a étouffé un soulèvement populaire et conduit à la dictature de Magloire. Le KID (Comité d'unité démocratique), autre groupe de gauche, dénonce l'opposition bourgeoise mais demande que le *gouvernement Namphy* mette en place un calendrier de changement social (*Guardian* [New York], 21 mai). Quant au SWP [l'organisation soeur de la LCR de Krivine aux USA], il rapportait avec approbation qu'un comité local avait demandé à l'armée de "contrôler" toute manifestation qui "déborderait" (*Intercontinental Press*, 21 avril).

REVOLUTION OUVRIERE POUR EN FINIR AVEC L'ETAT DUVALIERISTE

Après des dizaines d'années de silence forcé, les masses haïtiennes s'expriment dans une explosion d'aspirations et de revendications démocratiques qui les fait entrer en confrontation directe avec la *dictature de la bourgeoisie*. Aujourd'hui à Haïti, la classe ouvrière doit diriger la lutte pour démolir tout l'édifice duvaliériste de lois anticommunistes et antisyndicales et se battre pour obtenir, sans restriction, la liberté

de réunion, d'association, de presse, et le droit élémentaire au retour. Dans le cadre de la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, nous nous battons pour une assemblée constituante révolutionnaire qui renverse la junte bonapartiste. C'est la seule voie pour surmonter la terrible misère qui frappe la république noire sous le capitalisme. Et la clé en est la construction d'un parti trotskyste internationaliste forgé sur le programme de la révolution permanente.

Aujourd'hui à Haïti, il n'y a aucune place pour le "simple syndicalisme". Les ouvriers, qui se sont précipités en masse dans les 40 nouvelles organisations syndicales créées depuis la fuite de Duvalier, peuvent devenir la proie d'une répression contre-révolutionnaire brutale. Il faut organiser des comités d'usine de masse, des organes de double pouvoir qui soient reliés entre eux dans les centres prolétariens, comme la zone franche, où peuvent se former des organisations qui auraient le potentiel qu'avaient les *cordones industriales* chiliens. Il faut créer des liens avec les ouvriers de Saint-Domingue à côté, où des ouvriers agricoles haïtiens travaillent pratiquement comme des esclaves dans les champs de cannes à sucre et qui sont cruciaux pour la production de produits d'exportation; il faut aussi faire la jonction avec les centaines de milliers d'ouvriers haïtiens dans la diaspora, de Miami à New York en passant par Montréal. Avec les tribunaux populaires, les comités de distribution de vivres et autres organisations des masses travailleuses, on peut jeter les bases d'un pouvoir soviétique.

Pour l'instant, ce sont l'armée et les macoutes qui ont les fusils. Le KID réclame une "épuration de l'armée, dont il faut exclure les macoutes" (*Haïti Progrès*, 26 mars). Alors, il faudrait garder les Léopards, troupes d'élite anti-insurrection entraînées par les Américains?! Quand, en 1793, le commissaire jacobin Sonthonax distribua les armes aux anciens esclaves de Saint-Domingue alors français, il leur dit que ces fusils étaient la seule garantie de leur liberté. Toussaint-Louverture

a libéré Haïti en organisant une armée révolutionnaire fondée sur les idéaux de la Révolution française de 1789. Mais, incapable de faire face aux conséquences de la réaction thermidorienne, il fut tué par Napoléon. Dessalines, qui représentait le Thermidor de la révolution haïtienne, a mené à terme la lutte pour l'indépendance, mais il a aussi jeté les bases de la ruine d'Haïti sous le capitalisme qui sévit depuis lors. Face à la sanglante répression de l'armée de Namphy et à la menace d'une nouvelle terreur macoute, les masses haïtiennes doivent revenir aux traditions de Toussaint-Louverture et de son armée révolutionnaire et former des groupes d'autodéfense.

OUVRIERS HAITIENS A L'ETRANGER ET OUVRIERS AMERICAINS

Si l'agitation actuelle des masses doit devenir autre chose qu'un intermède qui précède une fois de plus l'avènement d'un dictateur ou une invasion américaine (ou les deux à la fois), les ouvriers haïtiens à l'étranger joueront un rôle clé. Leur expérience au coeur de l'impérialisme peut être cruciale pour lutter contre les illusions dans l'impérialisme yankee ou dans les possibilités de "réformer" la junte. Les ouvriers américains, de leur côté, doivent lutter contre les tentatives de Reagan de déporter les Haïtiens encore prisonniers dans les camps de concentration de Krome Avenue ou du "Village Olympique". Pleins droits de citoyenneté pour tous les ouvriers immigrés! Au XIXème siècle, Haïti en révolution s'est défendu contre l'invasion des Français, des Anglais et des Espagnols en étant l'étincelle pour les révoltes d'esclaves dans les autres colonies des Caraïbes. Aujourd'hui, Haïti, un petit pays dont les principaux produits d'exportation sont le sang et les balles de baseball et où les ouvriers travaillent pour moins de 20 francs par jour, ne pourra se libérer qu'en étant le catalyseur d'une révolution ouvrière contre la domination impérialiste dans toute la région.

-- Traduit de Workers Vanguard n°404

"Pass"...

Suite de la page 7

une tentative de modifier le contrôle totalitaire sur les ouvriers noirs dans le but de créer un "marché libre" du travail.

A l'origine, la fonction des lois sur le *pass*, qui datent de l'époque coloniale hollandaise au XVIIIème siècle, était de contrôler les migrations de Noirs dans les régions frontalières afin de s'assurer que ceux qui étaient employés dans les fermes blanches y restent et que ceux qui ne l'étaient pas ne soient pas sur les terres des Blancs. Quand les mines puis plus tard l'industrie se sont développées, on étendit les lois sur le *pass* dans le cadre d'un système pour forcer l'agriculture de subsistance et pour forcer les Noirs des tribus à devenir travailleurs agricoles saisonniers. Les droits des Noirs à posséder la terre furent de plus en plus restreints, on créa un impôt en numéraire et les ouvriers saisonniers furent parqués dans des camps. Une fois mis en place, le système des *pass* garantissait la surexploitation. Il n'y avait même pas besoin de payer à l'ouvrier le minimum vital pour reproduire sa force de travail puisque sa famille survivait de sa terre. Les seigneurs du Rand avaient ce dont ils avaient besoin: une réserve illimitée de main-d'oeuvre bon marché et non qualifiée.

Mais le capitalisme sud-africain ne pouvait pas éternellement s'enrichir en suçant le sang des habitants des bantoustans. Dans les secteurs miniers clés, *presque la moitié* des migrants viennent des Etats noirs "indépendants" qui entourent l'Afrique du Sud. L'épuisement des bantoustans, la productivité médiocre, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et un marché intérieur lirnité sont de lourds handicaps pour le secteur

industriel de l'économie. Et l'abrogation des lois sur le *pass* a pour but de réduire les énormes dépenses administratives utilisées pour entretenir la bureaucratie qui assure l'application de l'apartheid et de créer un semblant de stabilité pour une couche d'ouvriers noirs.

De plus, avec le chômage massif qui ne cesse de croître, il n'y a plus besoin de mesures spéciales pour s'assurer une main-d'oeuvre bon marché. Quand le régime nationaliste afrikaner a renforcé les lois sur le *pass* dans les années 50, c'était en grande partie afin de maintenir la main-d'oeuvre au niveau de l'esclavage pour les fermiers blancs qui payaient à leurs ouvriers des salaires encore plus faméliques que dans les villes. Mais dans les années 80, des centaines de milliers de Noirs ont été chassés dans les bantoustans au fur et à mesure que les fermes des Blancs se sont de plus en plus mécanisées. Et en plus, l'Etat de l'apartheid a tellement poussé la séparation des Noirs, métis, Indiens d'avec les Blancs et a repoussé les townships tellement loin des villes que les lois sur le *pass* n'ont plus grande utilité pour maintenir cette séparation.

ECRASEZ L'APARTHEID! POUR UNE REVOLUTION OUVRIERE!

L'abrogation des lois sur le *pass* n'arrêtera pas la révolte qui règne dans les townships depuis un an et demi. La plupart des résidents de Soweto et Alexandra près de Johannesburg, de Mamelodi près de Pretoria etc., ont déjà légalement le droit de "vivre" dans ces enfers. Pour les militants noirs, métis et indiens d'Afrique du Sud, ces réformes de l'apartheid sont trop peu et viennent trop tard.

C'est aussi la ligne de la principale organisation nationaliste noire, l'African National Congress (ANC), interdit, et de son front légal plus large, l'United Democratic Front (UDF). Murphy Morobe, responsable des relations publiques de l'UDF a déclaré: "S'il ne s'adresse pas aux questions cruciales du pouvoir politique et des revendications populaires de notre peuple qui veut prendre part aux décisions de ce pays, le dernier geste de Botha restera un acte politique creux" (*Washington Post*, 23 avril).

Mais les nationalistes de l'ANC/UDF, pour prendre part au "processus de décision" en Afrique du Sud, cherchent à faire un marché avec l'aile "progressiste" du capitalisme blanc afin de "partager le pouvoir" avec cette aile. C'est ainsi que l'autome dernier l'ANC a publié une déclaration *commune* avec le Progressive Federal Party, bras politique de l'Anglo-American, qui proclamait "le besoin urgent de démanteler l'apartheid et d'établir une société démocratique non raciale" (*New York Times*, 14 octobre 1985). Mais il est *impossible* pour la bourgeoisie sud-africaine d'accepter la démocratie politique pour la majorité noire et de préserver en même temps sa domination économique.

En Afrique du Sud plus que nulle part ailleurs, la lutte pour les droits démocratiques les plus élémentaires est inextricablement liée à la lutte pour la révolution prolétarienne et le renversement du capitalisme. L'abrogation des lois sur le *pass* ne fait que souligner encore plus cette vérité fondamentale. Cette "réforme", ainsi que la proposition d'accorder la "double citoyenneté" aux résidents des bantoustans (les "foyers tribaux"), met à nu la fiction légale qui fait des Sud-Africains noirs des étrangers dans leur propre

pays. Mais si l'on considère en Afrique du Sud les Noirs comme des citoyens, cela pose la question de leurs droits et de leur pouvoir politique. (Il est significatif que l'ANC ne réclame pas la citoyenneté pour les centaines de milliers d'ouvriers migrants concentrés dans les mines d'or, qui viennent d'Etats africains noirs "indépendants".)

Les maîtres de l'apartheid peuvent bien supprimer les lois sur le *pass*, mais ils ne peuvent pas accorder de droits démocratiques politiques -- un homme, une voix -- aux masses noires dépossédées. Le contrôle des Blancs sur l'Etat et ses forces armées est *essentiel* pour assurer la surexploitation des travailleurs noirs. Et cela vaut autant pour les patrons "progressistes" de l'Anglo-American que pour les nationalistes afrikaners les plus fanatiques (*verkrampste*). Et comme pour illustrer ce fait, les mines de l'Anglo-American sont des camps retranchés munis d'un système secret pouvant ventiler des gaz dans les galeries en cas de problème avec des grévistes.

Cependant, à sa manière, cet impressionnant appareil de terreur policière montre bien la crainte qu'éprouvent les maîtres de l'apartheid devant la puissance de la classe ouvrière noire. Le Premier Mai a été une démonstration spectaculaire de cette formidable puissance: un million et demi de travailleurs noirs, métis et indiens ont fait grève; c'est la plus importante grève de l'histoire de l'Afrique du Sud. Sous la direction d'un parti d'avant-garde communiste interracial, le prolétariat noir deviendra le fossoyeur de l'apartheid. Alors se mettra en place un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, seule voie pour la libération de toute l'Afrique noire des chaînes de l'exploitation néo-coloniale et de la domination impérialiste.

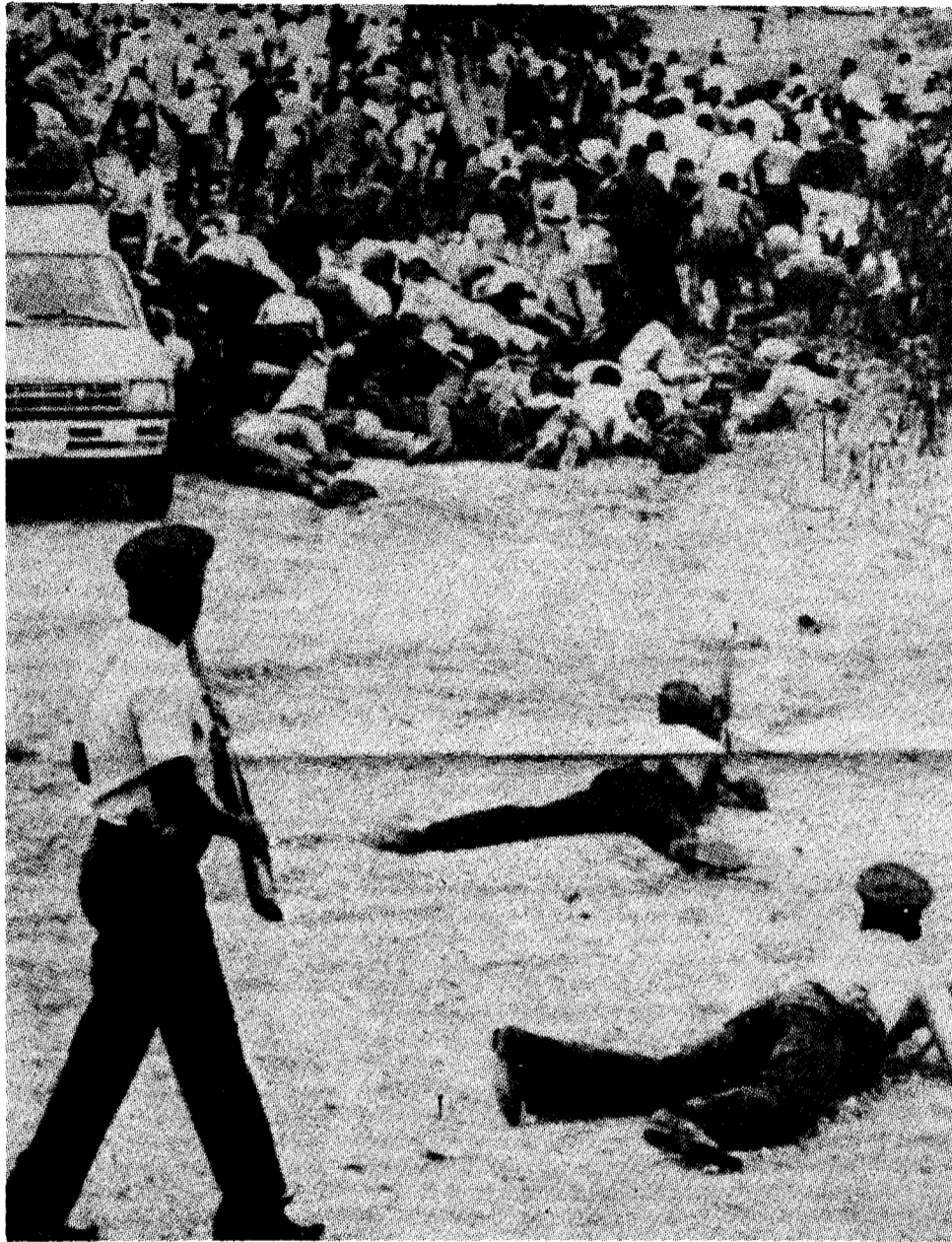
-- Traduit de Workers Vanguard n° 403

Les masses veulent la révolution

A bas la junte à Haïti!

Jean-Claude Duvalier était le seul homme gras de Haïti. Dans cette nation d'affamés, la plus pauvre des Amériques, ce que "Baby Doc" ne pouvait pas manger ou mettre sur le dos de Madame Michèle, il le mettait à l'abri dans des banques suisses. Alors, quand le président à vie craignant pour sa vie s'est enfui à l'aéroport de Port-au-Prince pour embarquer à bord d'un C-141 de l'US Air Force avec sa luxueuse BMW et sa luxueuse épouse vers son exil doré français, Haïti a explosé de joie et l'on dansait dans les rues. La devise de la junte de Namphy (à l'origine triée sur le volet par le dictateur), c'est: "Duvalier est parti -- Vive le duvaliérisme!" Mais aujourd'hui, la révolte gronde et les masses haïtiennes disent: "Rien n'a changé -- Tout doit changer." Et en cela elles s'opposent à pratiquement tout le monde, des démocrates-chrétiens aux soi-disant communistes, qui soutiennent tous la junte.

Les foules affamées se sont jetées sur les entrepôts de nourriture qu'elles ont rapidement vidés. Les fonctionnaires et les travailleurs de l'industrie privée ont fait grève; ils ne voulaient pas travailler sous les ordres de patrons duvaliéristes. Les taxis et les conducteurs de minibus ont paralysé la capitale pour réclamer des augmentations de salaire. Des manifestations massives ont forcé la junte à abandonner le drapeau duvaliériste. Lorsqu'un des chefs de la sinistre armée privée de Duvalier, les "tontons macoutes", a tenté de fuir à bord d'un avion privé, des centaines de gens se sont massés sur la piste de décollage scandant: "Nous voulons le communisme!" Finalement, la junte a été obligée de juger quelques macoutes, mais leur dirigeant, "Madame Max" Adolphe, continue à vivre dans le luxe, alors que par ailleurs l'armée a tué nombre de manifestants ces deux derniers mois; et la première "aide" américaine, c'était 384 000 dollars de matériel anti-émeute pour maintenir l'ordre. Le 26 avril, le massacre de Fort-Dimanche est l'expression même de la politique du gouvernement. Ce jour-là, était organisée une cérémonie en mémoire des victimes du bain de sang perpétré par Duvalier à la même date en 1963. Après une messe, environ 2500 personnes en vêtements de deuil se dirigèrent vers le fort, une prison



Haïti, 28 avril - L'armée tire sans sommation sur une foule désarmée: 8 morts. Louis-AFP

bien connue où les prisonniers politiques étaient enfermés sous "Papa Doc" et "Baby Doc". L'armée ouvrit le feu sans sommation. 8 morts et 57 blessés. Le gouvernement a justifié la réaction de l'armée: c'était normal et les morts étaient la responsabilité d'"agitateurs" et d'"éléments étrangers au pays". La presse étrangère a repris les allégations de la junte sur les "provocateurs" et, qui plus est, la

plus grande partie de "l'opposition" haïtienne a pris le train de l'anticommunisme et a dénoncé les "extrémistes de droite et de gauche".

La junte, qui agite l'épouvantail d'un bain de sang par les "tontons macoutes" et/ou l'intervention des Etats-Unis, rejette systématiquement tous les droits démocratiques les plus élémentaires. Elle a refusé d'abroger la loi anticommuniste draconienne

de 1969 qui spécifie que quiconque soutient, facilite ou aide l'expression du communisme, oralement ou par écrit, formellement ou informellement, directement ou indirectement, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, quiconque reçoit, collecte ou fournit de l'argent, quiconque héberge ou aide quelqu'un qui propage de telles idées, que ce soient des enseignants, des prêtres, des imprimeurs, des propriétaires ou des directeurs de salles publiques ou privées, "encourent la peine de mort et la confiscation de ses biens qui seront vendus au profit de l'Etat". Le gouvernement continue aussi à exiger pour les centaines de milliers d'Haïtiens vivant à l'étranger un visa pour retourner dans leur propre pays!

La mobilisation des masses haïtiennes n'est pas retombée après le renversement de Duvalier. Des manifestations ont lieu tous les jours; des barricades sont dressées dans les rues. Mais, jusqu'à présent, la junte a réussi à canaliser les innombrables groupes locaux qui ont surgi en leur faisant faire des travaux d'utilité collective, comme repeindre leur maison ou nettoyer les rues. A Fort-Liberté récemment, des manifestants portaient des drapeaux rouges ("des drapeaux russes"), protestant parce qu'ils n'avaient ni boulot ni électricité ni eau courante. Ils ont bien raison d'agiter le spectre du communisme, car dans ce pays où le chômage s'élève à 60% et où le revenu annuel moyen par habitant est de 2100 francs, aucun des problèmes fondamentaux, y compris la lutte pour la démocratie, ne peut être résolu sans la révolution socialiste. Ce qu'il faut de toute urgence, c'est un parti bolchévique pour la diriger.

LA "GAUCHE" SOUTIENT LA JUNTE

La situation politique explosive actuelle ne peut pas durer. Mis à part deux intermèdes "démocratiques" en 1946 et en 1956, Haïti a toujours été sous la coupe de dictateurs soutenus par les Etats-Unis depuis le départ des Marines en 1934 (après 19 ans d'occupation brutale). En 1956, après la chute de la dictature de Magloire, qui s'est distingué en mettant en place des lois antisyndicales à l'instiga- *Suite page 11*



L'Afrique du Sud contre l'Afrique p. 6

Pretoria abroge les lois sur le "pass" p. 6

Il faut un parti léniniste p. 7

